



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

**ANNEXE**

de la décision de la Commission relative à une mesure individuelle en faveur de la Guinée-Bissau à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

Document relatif à l'action «Programme pour la résilience et les opportunités socio-économiques – PRO-GB»

**INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS**

**PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS**

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: section 5.2.1 et 5.2.2 – octroi direct (gestion directe).

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Programme pour la résilience et les opportunités socio-économiques – PRO-GB Numéro CRIS: GN/2017/038-957 Financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Guinée-Bissau	
<b>3. Document de programmation</b>	Programme indicatif national (PIN), 2014-2020 UE/Guinée-Bissau	
<b>4. Secteur de concentration/domaine thématique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Développement rural durable</li><li>• Santé</li><li>• Mesures d'accompagnement (appui à la société civile)</li></ul>	Aide publique au développement: OUI <sup>1</sup>

<sup>1</sup> L'aide publique au développement «doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement».

<b>5. Montants concernés</b>	<p>Coût total estimé: 44 500 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du FED: 44 000 000 EUR</p> <p>La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subventions potentiels pour un montant indicatif de 500 000 EUR.</p>			
<b>6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	<p>Modalité de projet.</p> <p>Mise en œuvre à travers:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Gestion directe: subventions: octrois directs</li> <li>– Gestion directe: contrats de services</li> <li>– Gestion indirecte avec une agence d'un État membre: Camões – Instituto da Cooperação e da Língua, et avec une organisation internationale: Banque mondiale</li> </ul>			
<b>7. a) Code(s) CAD</b>	<p>43040: Développement rural durable et 41010: Politique de l'environnement (50%)</p> <p>15150: Participation démocratique et société civile (20%)</p> <p>14030: Approvisionnement en eau potable de base et assainissement de base et 23230: Energie Solaire (18%)</p> <p>12110: Politique de la santé et gestion administrative et 12281: Formation du personnel de santé (12%)</p>			
<b>b) Principal canal de distribution</b>	<p><i>Canal principal:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <i>ONGs et société civile – 20000</i></li> </ul> <p><i>Autres canaux:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <i>Institutions du Secteur Public – 10000</i></li> <li>– <i>Organisations multilatérales – 40000</i></li> </ul>			
<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>

	climatique			
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	N/A			
<b>10. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<p>ODD principaux: 2 (faim « zéro »), 3 (bonne santé et bien-être), 6 (eau propre), 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 13 (changement climatique) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).</p> <p>ODD secondaires: 4 (éducation de qualité), 5 (égalité entre les sexes).</p>			

## RESUME

Marquée depuis son indépendance par une instabilité politique récurrente, une faiblesse structurelle et une pauvreté croissante, la Guinée-Bissau traverse depuis août 2015 une crise institutionnelle aigüe qui empire encore la capacité du gouvernement de fournir des services de base, de promouvoir la croissance économique et d'assurer la gouvernance du pays. De ce fait, la pauvreté et les difficultés de la population, et plus encore de la population rurale, s'aggravent de manière dramatique.

Dans ce contexte, pour fournir les services de base dont la population a besoin, il importe de renforcer les dispositifs de proximité et d'appuyer les expressions organisées de la population destinées à répondre de manière autonome à leurs besoins. Les services d'eau et d'énergie, voire de santé, peuvent également être renforcés et gérés au niveau décentralisé par des associations d'usagers. Le renforcement des organisations de la société civile permet non seulement de véhiculer un appui sous forme de services de base de tous ordres vers les populations pauvres mais également de consolider les bases de la démocratie et de préparer les leaderships de demain.

Par ailleurs, il est impératif et urgent d'intervenir pour offrir de meilleures opportunités socio-économiques aux populations, particulièrement dans les zones rurales du pays. L'agriculture, et particulièrement la riziculture, constitue l'activité économique dont l'impact sur la pauvreté est le plus important et le plus indépendant des conditions de gouvernance du pays. Elle offre donc aux ruraux de réelles opportunités de sortir de la pauvreté extrême et de rentrer dans un cercle vertueux de développement socio-économique.

Enfin, de façon transversale, il importe de renforcer la résilience des populations, de leurs formes d'organisation et de leurs systèmes de production, confrontés non seulement à une crise politique et socio-économique mais également au changement climatique et à la dégradation environnementale.

L'intervention proposée repose sur le capital d'expérience accumulé en Guinée-Bissau dans les secteurs visés par l'intervention. L'UE dispose aussi d'une longue expérience et d'une riche réflexion sur la collaboration avec les organisations de la société civile, dans un contexte de faiblesse de l'État en Guinée-Bissau. L'intervention est parfaitement alignée avec les dernières analyses des agences de coopération actives à Bissau, dont le récent (avril 2017) *Country Partnership Framework* de la Banque mondiale.

## 1. CONTEXTE

### 1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

Depuis son indépendance, la Guinée-Bissau est marquée par une instabilité politique récurrente et une situation d'extrême fragilité dues à la faiblesse des institutions de l'État et de leur lien avec la société. Alors que le pays est, depuis au moins une vingtaine d'années, très perméable au crime transnational, l'influence des forces de sécurité sur le pouvoir économique et politique ainsi que la faiblesse du secteur de la justice, ont contribué à ce que se développe une économie de rente, peu diversifiée et capturée par l'intérêt des élites<sup>2</sup>, qui dévie vers ces intérêts privés une bonne part des ressources publiques. La Guinée-Bissau était classée au 4<sup>e</sup> rang sur cent en 2015 pour ce qui concerne la gouvernance (WGI, Banque mondiale) et a vraisemblablement encore rétrogradé depuis cette date. Avec un secteur privé embryonnaire et entremêlé aux intérêts des politiques, elle est également classée

---

<sup>2</sup> UN/WB Fragility Assessment (2015), UNDP G7+ update of Fragility Assessment (2016) et [http://www.transparency.org/files/content/corruptionqas/Country\\_profile\\_Guinea\\_Bissau\\_2014.pdf](http://www.transparency.org/files/content/corruptionqas/Country_profile_Guinea_Bissau_2014.pdf)

172<sup>e</sup> sur 191 à l'indice Doing Business de 2016. Dans le même temps, l'index de perception de la corruption de Transparency International ne fait qu'augmenter depuis 2012<sup>3</sup>.

Le coût de cette fragilité et des épisodes récurrents de crise politique est lourd, estimé entre 65 et 90% du PIB réel per capita de 2013<sup>4</sup>. Une croissance atone (0,4% en moyenne entre 2000 et 2014) est entièrement captée par l'élite cependant que la pauvreté augmente, en particulier dans les campagnes. Plus de deux-tiers (69,4%) de la population était pauvre en 2010 (en augmentation de 4% sur les 8 dernières années), et un tiers (en hausse de 11,5%), extrêmement pauvre, survit avec moins d'un dollar US par jour. La Guinée-Bissau est donc classée au 178<sup>e</sup> rang (sur 188) en termes d'indice de développement humain (IDH 2015, PNUD).

Le pays compte avec des ressources naturelles abondantes, propices à l'agriculture, l'élevage et la pêche. Son économie se fonde essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles et demeure pour l'essentiel une économie de subsistance où l'agriculture représentait 45% du PIB en 2014 et reste l'activité économique dominante de plus de 85% de la population. L'économie est plus particulièrement tirée par la production et l'exportation de la noix de cajou, qui représente 93% des recettes d'exportation et un tiers des revenus moyens des ménages. La dépendance excessive vis-à-vis de cette culture de rente augmente cependant la vulnérabilité de l'économie nationale. Le pays, dans son ensemble, est très sensible aux chocs exogènes et est extrêmement vulnérable aux conséquences du changement climatique, en particulier la diminution du niveau de la précipitation, la déforestation et l'élévation du niveau de la mer. La Guinée-Bissau fait partie des petits États insulaires en développement (PEID) considérés par la FAO comme supportant un «fardeau disproportionné» induit par le changement climatique. La concentration dans la zone côtière (en dessous de 50m, ce qui concerne presque les deux tiers du territoire) de ses principales ressources de biodiversité implique une forte pression démographique et provoque une induction des facteurs de changements climatiques<sup>5</sup>. Le pays est ainsi classé 167<sup>e</sup> plus vulnérable au climat, sur les 182 que comprend l'index ND-GAIN. Les objectifs prioritaires et à long terme de la contribution déterminée au niveau national (CDN, Accord de Paris, 2015) sont particulièrement liés au domaine de la sécurité alimentaire.

L'État, structurellement faible et peu présent hors de Bissau, se révèle incapable d'assurer ses fonctions régaliennes et de fournir les services sociaux de base à une population appauvrie. Seule l'intervention de projets financés par des bailleurs de fonds permet encore l'accès des populations à des services dans les secteurs vitaux tels que la santé. L'accès à une eau potable de qualité est très bas en zone rurale, où l'assainissement ne concerne que 10% de la population. Seuls 10% des ménages, presque exclusivement urbains et aisés, ont accès à l'électricité, un des taux les plus bas au monde.

La société civile bissau-guinéenne, de plus en plus active, a joué un rôle crucial pendant la période de transition politique entre 2012 et 2014, non seulement dans la fourniture de services essentiels à la population mais aussi en tant que moteur de changement et de prévention de conflits, de consolidation de la paix et de résilience des populations. Il existe un solide réseau d'ONG impliquées dans les questions d'égalité de genre, ainsi que d'autres organisations de la société civile (OSC) travaillant sur les droits humains et l'environnement, qui ont continué leur travail pendant les années de crise.

Dans le contexte général de faiblesse structurelle et de pauvreté croissante, les espoirs suscités par le gouvernement issu des élections de 2014, son programme de gouvernement («Terra Ranka») et le succès de la conférence internationale pour la Guinée-Bissau de mars 2015 à Bruxelles, ont été de courte durée.

---

<sup>3</sup> En 2016, la Guinée-Bissau était perçue comme le 9<sup>e</sup> pays le plus corrompu du monde (168/176), à travers un index de perception qui n'a cessé de se détériorer depuis 2012 (de 25 points en 2012 à 19 en 2013 et 2014, 17 en 2015 et 16 en 2016)

<sup>4</sup> FMI - Rapport pays n°15/194, juillet 2015

<sup>5</sup> Communication nationale initiale, GEF, 2005

En effet, dès août 2015, une crise institutionnelle dont on ne voit pas la fin paralyse les institutions de l'État et la mise en œuvre de «Terra Ranka». Les quatre gouvernements qui se sont succédé depuis lors ont été incapables de proposer de nouvelles politiques publiques afin de mettre en œuvre ce programme. Pour les cinq secteurs qui comptent une politique (santé, agriculture, éducation, infrastructure et énergie), des ressources budgétaires inexistantes et une insuffisante capacité des administrations en empêchent la mise en œuvre.

Si la situation régresse nettement depuis août 2015 en matière de gouvernance de la chose publique et en matière économique, elle est également en net recul du point de vue des droits humains, de la démocratie et de l'état de droit, et suscite de vives inquiétudes. Aucun progrès significatif n'a eu lieu, en particulier concernant les réformes du secteur sécurité/justice. Parallèlement, le crime organisé (trafic international de la drogue, exploitation illégale des ressources halieutiques et forestières, traite des êtres humains) prospère dans un environnement où l'application de la loi est privée de ressources et démoralisée par la corruption et l'impunité chronique. La radicalisation visible de certaines communautés vulnérables et le danger de voir le pays se transformer en chantier du terrorisme ont été récemment soulignés par le secrétaire général des Nations unies.

Au final, les populations payent le prix fort de la nouvelle crise qui affecte la politique, l'administration et la gouvernance et voient encore se dégrader leurs conditions de vie et augmenter les taux de morbidité et de mortalité, l'insécurité alimentaire, la déperdition scolaire, la dégradation des infrastructures d'eau, de transport ou d'électricité,... et le sentiment d'abandon de la part de l'État.

### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

Le développement rural et agricole est balisé par un ensemble de politiques et de stratégies nationales élaborées et consistantes, dont la majeure partie n'a cependant pas connu de mise en œuvre concrète, faute de moyens et de volonté politique. Parmi les principaux documents sectoriels, les plus importants sont la lettre de politique de développement agricole (2002), le programme national de sécurité alimentaire (PNSA 2008-2013), le document de stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté (DENARP, 2011-2015), le programme national de développement sanitaire (PNDS II, 2008-2017), le programme national d'investissement dans l'agriculture (PNIA, 2013) et la loi foncière, 1998. Le programme stratégique « Terra Ranka » également se réfère au secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire comme un potentiel moteur de croissance, avec un accent particulier sur les filières riz et cajou. L'appui au secteur agricole au niveau local est également l'axe de concentration choisi pour le volet adaptation à long terme de la CDN (2015).

Tout récemment, dans le contexte du programme de développement rural UE-ACTIVA, des plans de développement agricole ont été élaborés pour les trois régions d'intervention de ce programme – Bafatá, Quinara et Tombali – destinés à offrir un support et une orientation stratégique aux interventions des acteurs dans ces régions. Ces plans identifient également des actions prioritaires et concrètes à court et moyen terme qui rejoignent les priorités stratégiques d'intervention de l'UE dans le domaine de l'agriculture et du développement rural.

En outre, l'UE finance un projet d'appui à la mise en œuvre du règlement de la loi foncière en Guinée-Bissau. Même si le contexte politique actuel n'est pas favorable à la mise en œuvre du projet tel qu'il a été conçu, certaines activités pourront être réalisées, telles que celles destinées à sensibiliser les communautés rurales quant au régime juridique des terres communautaires ainsi qu'au droit d'accès des femmes à la terre.

Le cadre stratégique de coopération de l'UE avec la Guinée-Bissau se concentre depuis de nombreuses années sur la sécurité alimentaire, le développement agricole et l'appui aux services dans les zones rurales. Ces orientations s'appuient sur les récentes lignes directrices qui lient agriculture et nutrition<sup>6</sup>,

---

<sup>6</sup> Guidelines for Agriculture-Nutrition links in External Assistance, EC-NAS 2016

ainsi que les actions pro-résilience (PRO-ACT) – mécanismes de construction de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle<sup>7</sup> ou le plan d'action pour la nutrition<sup>8</sup>.

L'UE a appuyé, à travers le programme UE-PAANE, dans le cadre du 10<sup>e</sup> FED, le renforcement des capacités des organisations de la société civile<sup>9</sup> en termes de crédibilité et de bonne gouvernance interne, de leur capacité de participer à la définition des politiques de développement et à contrôler leur mise en œuvre et l'utilisation des ressources publiques. En même temps, l'UE a soutenu leur capacité à concevoir et mettre en œuvre des actions de résolution des problèmes locaux au bénéfice des populations. Cela a contribué à la reconnaissance du rôle fondamental de la société civile dans la résilience des populations grâce à la prestation des services de proximité qui substituent l'absence de facto de l'État.

La reconnaissance du rôle fondamental de la société civile dans la construction de l'État trouve sa confirmation, malgré le contexte d'instabilité qui continue à marquer le paysage politique du pays, dans la création de la direction générale de la coordination de l'aide non-gouvernementale (DGCANG) au sein du ministère des affaires étrangères visant à appuyer la coopération entre OSC et institutions publiques. Des collaborations, en effet, existent entre les institutions publiques et les OSC aussi bien au niveau central, où plusieurs OSC maintiennent une coopération avec des ministères tels que ceux de la justice, de l'éducation et de la santé, qu'au niveau local, où les OSC viennent souvent en appui aux directions régionales des ministères et sont les acteurs principaux de la fourniture de services de base aux populations.

En cohérence avec les communications «Nouveau consensus européen pour le développement»<sup>10</sup> et «Les racines de la démocratie»<sup>11</sup> de la Commission, la feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile<sup>12</sup> met en évidence l'exigence de continuer à promouvoir un environnement favorable et la participation des organisations de la société civile aux politiques publiques. Mais aussi et, dans le contexte actuel, surtout, il faut prendre acte de leur rôle essentiel dans la prestation de services à la population et dans la dynamisation de l'économie. Ainsi, l'appui à la société civile dans le PIN 11<sup>e</sup> FED se construit au niveau local autour des objectifs stratégiques de l'UE de contribuer à améliorer l'accès des citoyens aux services publics, tels que les soins de santé, à favoriser une croissance socio-économique durable et inclusive dans les zones rurales, avec une attention spéciale pour les régions frontalières et/ou les plus vulnérables aux violations des droits humains, à la migration irrégulière et au radicalisme religieux, et enfin, à améliorer la participation des citoyens à la gouvernance. Il cherche aussi à atténuer les obstacles structurels à la promotion de l'égalité de genre qui existent en Guinée-Bissau, tels que la violence basée sur le genre, les barrières à l'émancipation économique, à l'accès universel et égalitaire aux services sociaux de base, tels que l'éducation et la santé, et à l'accès aux sphères du pouvoir politique et à la prise de décision.

En ce qui concerne le service d'eau et d'assainissement en zones rurales, la politique sectorielle, actualisée en 2010 mais pas encore validée, manque des instruments légaux d'application. Cependant, un travail est en cours, sur financement UE, pour mettre au point le cadrage légal des concessions du service d'eau dans les villes secondaires et les zones rurales. Par ailleurs, la coordination et la capacité de programmation restent des points faibles du secteur<sup>13</sup>. Les bases de données relatives à la ressource et aux équipements ne sont pas consolidées, et les plateformes de coordination n'ont été relancées que récemment (CTA, CIMA, GAS).

---

<sup>7</sup> PRO-ACT Pro-Resilience Action: Resilience-building mechanism for Food and Nutrition Security, 2014

<sup>8</sup> Commission Staff Working Document, SWD(2014) 234 final

<sup>9</sup> Aussi connues comme "acteurs non étatiques" selon la terminologie de l'Accord de Cotonou

<sup>10</sup> COM(2017) 271 final du 19.05.2017

<sup>11</sup> COM(2012) 492 final du 12.09.2012

<sup>12</sup> Approuvée par la Délégation de l'Union Européenne et par les États-membres à Bissau le 17 novembre 2016. Disponible sur [https://eeas.europa.eu/delegations/guinea-bissau/15762/roteiro-da-uniao-europeia-para-um-compromisso-com-sociedade-civil-na-guine-bissau-2016-2020\\_pt](https://eeas.europa.eu/delegations/guinea-bissau/15762/roteiro-da-uniao-europeia-para-um-compromisso-com-sociedade-civil-na-guine-bissau-2016-2020_pt)

<sup>13</sup> Source: rapport GLAAS 2013

La politique sectorielle de l'énergie est axée sur le développement du secteur de l'électricité, et plus spécifiquement sur l'amélioration de l'offre (en quantité et qualité) et de l'accès, un équilibre du mix énergétique par la mobilisation des énergies renouvelables (hydroélectricité et solaire) et l'amélioration des performances technique, commerciale et financière de l'entreprise nationale (EAGB) actuellement très dégradées. Cependant, l'action gouvernementale est en grande partie mobilisée sur la solution des problèmes les plus urgents (production minimum continue, disponibilité de combustible, de trésorerie, etc.) et pas sur une vision à long terme.

Deux documents stratégiques récents (mars 2017) concernent le développement du secteur électrique et les énergies renouvelables:

- plan directeur de l'énergie pour le développement de l'infrastructure pour la production et la distribution de l'électricité en Guinée-Bissau;
- plan d'action national dans le secteur des énergies renouvelables (NREAP) de Guinée-Bissau pour la période 2015-2020/2030, destiné à mettre en œuvre la politique de la CEDEAO des énergies renouvelables (EREP).

Comme nombre d'autres cadres stratégiques, ces documents véhiculent une vision irréaliste de l'avenir du secteur, compte tenu de la faiblesse des institutions et du cadre budgétaire. Comme dans le secteur de l'eau, un travail est en cours pour mettre au point le cadrage légal des concessions du service d'énergie dans les villes secondaires et les zones rurales. Ce cadre pourra à terme constituer un point d'entrée des investissements privés dans le secteur.

Le secteur de la santé figure parmi les priorités de «développement du capital humain» dans «Terra Ranka» et sa stratégie est définie dans le plan national de développement sanitaire (PNDS II 2008-2017). Cette stratégie nationale, en ligne avec les principes de la couverture sanitaire universelle, est complétée d'un plan opérationnel national pour réduire la mortalité maternelle et infantile (POPEN, 2011). Depuis 2013, la Guinée-Bissau est également membre de l'initiative *International Health Partnership+* (IHP+) qui promeut les principes de gouvernance, harmonisation et coordination sectorielle.

Néanmoins, la situation générale du pays a entravé la mise en œuvre de ces plans, largement dépendants du financement de la communauté internationale.

Le programme indicatif national (PIN) 11<sup>e</sup> FED prévoit l'appui au secteur de la santé à travers la poursuite du programme intégré de santé maternelle et infantile (PIMI II)<sup>14</sup> et le renforcement du système sanitaire. Le PIMI II représente un appui critique à échelle nationale dans la provision de services de santé de base à une population vulnérable dans un contexte de crise et d'incapacité de l'État. Le renforcement du système sanitaire, complémentaire avec la provision de services de base, contribuera à améliorer la gouvernance et la gestion du secteur.

### **1.1.2 Analyse des parties prenantes**

Dans le contexte actuel de la Guinée-Bissau, caractérisé par la crise politique et l'incapacité de l'État à pourvoir aux besoins des populations, en particulier hors de Bissau, les institutions gouvernementales n'ont pas la capacité de s'investir dans la conception et, plus encore, dans la mise en œuvre d'un programme de l'ampleur de celui considéré ici. Dépourvues de moyens budgétaires et de personnel adéquat, elles ont néanmoins joué leur rôle d'orientation lors de l'identification de cette action. Elles seront aussi invitées à accompagner la mise en œuvre en se concentrant sur leur rôle de suivi et d'encadrement légal.

---

<sup>14</sup> La contribution de l'UE au PIMI II (2017-2020) est de 20 000 000 EUR. Une augmentation de cette contribution d'un montant de 4 000 000 EUR est prévue en 2017.



De manière générale, le secteur privé est peu actif, particulièrement dans les zones rurales du pays. Dans des cas spécifiques, certaines entreprises du secteur agro-industriel pourraient participer à des initiatives d'appui à l'agriculture familiale.

Les acteurs les plus impliqués dans la résolution des problèmes que rencontrent les populations sont aujourd'hui les organisations de la société civile, qu'elles soient des organisations non gouvernementales expérimentées dans la coopération internationale, des organismes religieux tels que des missions catholiques ou de plus petites organisations, centrées sur la résolution des problèmes locaux. La perspective de la poursuite de l'instabilité actuelle sur le moyen terme renforce la pertinence d'un appui à ces organisations pour la fourniture de services de base à la population. Ce large éventail d'organisations a participé à la conception de l'action et sera appelé à en assurer la mise en œuvre de manière prépondérante. L'UE a une longue expérience de collaboration avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales et est en mesure d'évaluer leur capacité à participer à la mise en œuvre des actions et leur valeur ajoutée potentielle.

Enfin, les principaux partenaires internationaux de l'UE et de la Guinée-Bissau ont été consultés et auront un rôle direct ou indirect dans l'exécution du programme.

De manière plus spécifique, ont participé de près ou de loin à la conception de l'action:

- bon nombre d'organisations de la société civile, y compris les principales ONG nationales (p.ex. AD, UICN, KAFO, Coajoq, Tiniguena,...) et internationales (LVIA, Mani Tese, TESE, IMVF, FEC) actives en Guinée-Bissau;
- les principales entités gouvernementales impliquées dans les secteurs concernés par cette action (direction nationale des ressources hydriques – DGRH, directions nationales et régionales du ministère de l'agriculture, institut pour la biodiversité et les aires protégées – IBAP, l'institut national de recherche agronomique – INPA, le ministère du commerce, la direction générale de l'énergie – DGE du ministère de l'énergie et de l'industrie, la direction générale de la coordination de l'aide non-gouvernementale, le secrétariat général de la communication sociale, les autorités publiques locales...);
- quelques acteurs du secteur privé (association national d'agriculteurs – ANAG, entreprises);
- les principales agences internationales et des états membres présentes à Bissau (FAO, IFAD, PAM, PNUD, BOAD, Banque mondiale, coopération portugaise).

Les parties prenantes du programme comprennent:

- Comme acteurs et bénéficiaires du programme, les OSC dans leur diversité, notamment: une grande variété d'organisations de base et d'associations locales (formelles et informelles); des ONG internationales; des ONG régionales et nationales de taille moyenne et d'autres disposant de niveaux de structuration et de compétences plus forts; des associations chargées de la gestion de services de base (eau, électricité, éducation...) au profit de leurs membres; et des réseaux et des plateformes, au niveau national, régional ou sectoriel.
- Egalement acteurs et bénéficiaires, les ménages ruraux et les communautés locales, dont les moyens sont limités mais qui disposent de capacités importantes, en termes de mobilisation de main d'œuvre et de connaissances techniques notamment. Une attention spécifique sera portée sur les communautés frontalières et/ou les plus vulnérables aux violations des droits humains, à la migration irrégulière et au radicalisme religieux. La conception des actions prendra en compte de manière différenciée l'impact du programme sur les deux genres et cherchera de manière systématique la promotion du statut socio-économique des femmes rurales.
- Les médias, notamment les médias communautaires, qui jouent un rôle très important sur le plan de la communication et diffusion des actions et mécanismes de résolution des problèmes locaux au bénéfice des populations. Ils ont toutefois des moyens limités et souffrent d'une

faible capacité de réponse aux nécessités d'information des acteurs locaux, surtout en dehors de Bissau.

- Les autres acteurs de la société civile, tels que les institutions académiques et universitaires, les organisations de la diaspora, les associations professionnelles et des travailleurs, les organisations du secteur privé, etc., pouvant s'impliquer dans le développement d'initiatives de résolution des problèmes locaux au bénéfice des populations, notamment en matière d'innovation, de renforcement des capacités et d'accès à l'information ainsi que de ressources financières.
- Les autorités publiques locales, représentées en Guinée-Bissau par les gouverneurs régionaux (nommés par le gouvernement central) et par les services déconcentrés de l'État. Les gouvernements locaux décentralisés n'existent pas pour l'instant, même si une discussion et des propositions existent en matière de décentralisation. Notons toutefois l'existence de comités de planification régionale, convoqués et présidés par les gouverneurs et gérés par les représentants du ministère du plan; comités auxquels participent des acteurs locaux, dont quelques ONG et autres OSC. Les relations entre autorités/administrateurs locaux et OSC restent dépendantes des attitudes personnelles des gouverneurs. Il est donc important de chercher à structurer ces relations, afin qu'elles puissent devenir durables.
- Les agences de coopération des États membres de l'UE présents sur place (surtout le Portugal), qui présentent un avantage comparatif pour ce qui concerne les aspects institutionnels, dont le renforcement du système de santé, et aussi le développement agricole.
- Les organisations internationales spécialisées dans des domaines spécifiques concernés par l'action.

### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes***

Dans un contexte de pauvreté croissante et d'absence de l'État, les conditions de vie des populations rurales se dégradent dans toutes leurs dimensions.

Les défis que rencontrent la population et le pays se posent notamment en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de développement socio-économique inclusif. Ces défis incluent la question de l'exploitation raisonnée et efficiente des ressources naturelles. Ils incluent également la question du renforcement du rôle et du pouvoir des femmes rurales, considérés comme des facteurs-clé non seulement en termes de droits humains mais également pour l'amélioration de la santé, l'éducation et l'économie des familles. Malgré l'importance de l'agriculture pour l'économie, la majorité des agriculteurs - en particulier les femmes - travaillent à des niveaux primitifs, avec peu ou pas d'outils, d'équipement, de formation, d'accès à l'eau ou de routes décentes. Les femmes agricultrices sont particulièrement désavantagées puisque les hommes contrôlent les décisions sur les terres et les ressources et s'attribuent souvent ces ressources à leur propre avantage.

Les ménages ruraux sont prisonniers d'un système productif peu efficient et axé sur la production de denrées agricoles de base, à l'exclusion de toute opération de transformation qui en augmenterait la valeur ajoutée. Très dépendants de la culture de l'anacardier, les ruraux sont également hautement vulnérables aux chocs systémiques, tels que les crises macroéconomiques ou les mauvaises récoltes, ainsi qu'aux risques de catastrophes naturelles et aux conséquences du changement climatique, pour lesquelles la Guinée-Bissau est parmi les pays les plus exposés au monde. La hausse du niveau de la mer et des marées exceptionnelles ont d'ailleurs affecté en 2015 d'importantes surfaces rizicoles et y ont empêché la culture pour quelques années. Au cours des dernières années, la pression sur les forêts et autres écosystèmes naturels a augmenté substantiellement, due surtout à la plantation d'anacardiens, l'exploitation illégale de bois et l'agriculture itinérante, ce qui contribue sérieusement à la dégradation des sols et à la déforestation. La mangrove subit également une forte pression en raison de l'exploitation de bois pour le fumage de poisson et du déboisement pour la riziculture ou pour la

culture de l'anacarde. En conséquence, la sédimentation due à l'érosion des plateaux, l'érosion côtière et le taux de salinité augmentent en même temps que diminue la fertilité des sols. Ainsi, malgré une base de ressources naturelles abondante, un tiers des ruraux sont affectés par l'insécurité alimentaire.

La production de riz est, avec celle du cajou, l'activité agricole la plus commune et est essentiellement destinée à l'autoconsommation. Autrefois excédentaire, elle ne répond plus qu'à 50% des besoins du pays, du fait d'un ensemble de circonstances liées à des changements climatiques, économiques, culturels et politiques. La riziculture de mangrove, qui concerne près de 160.000 exploitations et contribue au tiers de la production nationale, est plus particulièrement affectée par ces changements ainsi que par la concurrence de la culture de l'anacardier. L'horticulture et l'arboriculture fruitière se développent lentement et contribuent de manière croissante à la diète des ménages et la génération de revenus aux agriculteurs. Peu organisées, les filières rencontrent de nombreux obstacles et goulots d'étranglement défavorables aux intérêts des producteurs.

Il s'agit donc de renforcer quelques filières agricoles stratégiques, à commencer par le riz, base première de l'alimentation et enjeu de l'économie domestique de la plupart des producteurs agricoles. En priorité, les menaces spécifiques qui pèsent sur la riziculture de mangrove devraient également trouver des réponses. La filière cajou, particulièrement importante, fait déjà l'objet d'attention et d'investissements de plusieurs grands bailleurs de fonds et d'agences, dont la Banque mondiale (en plus des appuis mobilisés par l'UE dans le cadre des programmes AINDA et ACTIVA).

Les analyses montrent que l'investissement dans l'amélioration de la production familiale de riz est un de ceux qui ont le plus d'impact sur les conditions de vie des agriculteurs, indépendamment du contexte politique et socio-économique, particulièrement défavorable aujourd'hui dans le pays.

En termes de résolution des problèmes locaux également, la population est laissée à elle-même. Les populations se trouvent d'autant plus seules pour affronter leurs problèmes qu'elles se trouvent aux marges du pays, dans les zones frontalières, les plus exposées aux trafics et aux influences des réseaux criminels et extrémistes. L'absence de l'État exacerbe le manque de développement socioéconomique des communautés les plus vulnérables (nord et est du pays) et contribue à un cercle vicieux de violations des droits humains, surtout des femmes, filles et garçons, et de fragilité devant les menaces externes, telles que la présence d'un radicalisme religieux exogène, l'exploitation indiscriminée des ressources naturelles et la migration irrégulière. Que ce soit pour les services d'eau ou d'énergie, pour l'éducation des enfants ou la formation professionnelle, pour la réparation des infrastructures publiques de proximité, la société civile ne peut compter sur les services de l'État pour bénéficier de l'appui nécessaire et se tourne vers ses propres formes d'organisation à la recherche d'une réponse.

Cependant, même si les organisations de la société civile (OSC), surtout les OSC nationales, sont les principaux prestataires de services sociaux dans le pays, elles témoignent de faiblesses importantes en matière d'accès aux ressources, de capacités techniques et de gestion, d'établissement de partenariats et de formes de coopération inter-organisationnelle et de formulation d'agendas autonomes par rapport aux bailleurs. Ces faiblesses concernent d'une façon différenciée les OSC de différents types: les OSC plus structurées de type ONG se retrouvent dans une situation critique liée à la réduction des ressources disponibles. Les organisations communautaires et les petites organisations ne disposent pas de mécanismes appropriés d'appui. La pertinence des OSC pour la fourniture de services de proximité dépend donc de leur accès à des ressources financières suffisantes mais est également tributaire d'un renforcement de leurs capacités institutionnelles.

Comme d'autres services publics, l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'énergie reste largement insatisfaisant dans de nombreuses zones du pays et notamment dans les zones rurales.

La desserte est insuffisante pour couvrir les besoins du pays et il importe de poursuivre l'effort d'équipement en réponse aux besoins de la population. Mais il faut également noter que, si les technologies utilisées, basées sur l'énergie solaire photovoltaïque (PV), donnent satisfaction, elles requièrent une capacité de gestion importante. Les associations de gestion des services actuellement en place dans les villages, qui adoptent un mode de fonctionnement communautaire, ne disposent ni des

compétences ni de la sécurité financière suffisantes et, de fait, n'opèrent pas les réparations nécessaires.

L'approche utilisée jusqu'ici pour la mise en place de la gestion trouve donc ses limites et doit être revue. Les opérateurs de gestion doivent être orientés vers un fonctionnement plus professionnel, en ce sens qu'ils doivent considérer les systèmes d'eau potable ou énergie implantés comme un « actif » qui doit être exploité le plus utilement possible. Ils doivent également avoir à leur disposition une offre commerciale de réparateurs capables de répondre à leurs besoins.

La Guinée-Bissau n'a pas atteint les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), notamment l'objectif de réduction de la mortalité maternelle et infantile. Jusqu'à présent la proportion d'accouchements assistés par personnel formé est seulement de 45%. La qualité des soins de santé reste encore limitée. Les principales causes de ces préoccupants résultats sont multiples: i) un sous-financement du secteur, en particulier de la part du gouvernement; ii) une fragmentation du secteur due à une faible coordination et capacité institutionnelle du ministère de la santé; iii) une faible capacité de planification, suivi et évaluation du secteur au niveau central et régional et iv) une déficiente gestion des ressources humaines.

## 2. RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Instabilité politique	E	Identification d'actions dont la mise en œuvre ne dépend pas des administrations publiques. Adoption d'une modalité d'exécution du programme, qui ne demande pas une participation active du gouvernement pour fonctionner.
Des événements climatiques extrêmes annulent les effets de l'action	M	Adoption d'itinéraires adaptés au changement climatique (choix des variétés, gestion de l'eau et des sols...). Diversification des productions, rotation des cultures, rétention de carbone au sol, agro-écologie, bonnes pratiques agricoles de conservation, régénération de la fertilité des sols, réhabilitation de digues anti-sel.
Résistance/réticence des communautés à participer et se mobiliser	F	Méthodologies participatives; voyages d'échanges entre communautés; identification et collaboration avec leaders communautaires et «agriculteurs de pointe».
Fragmentation et rivalités entre les OSC	M	Mise en œuvre de mesures visant à: (i) réduire la compétition pour les ressources, particulièrement à travers la création de mécanismes d'appui diversifiés en fonction des différentes catégories d'OSC; et (ii) fomenter un esprit de collaboration et action collective au sein de la Société civile.
Insuffisance d'engagement des OSC dans des initiatives concrètes de résolution des problèmes locaux	F	Mise en œuvre d'actions d'appui orientées à soutenir les initiatives de résolution des problèmes locaux, surtout au niveau de la fourniture de services de base, tels qu'identifiées par les OSC, et aussi les processus de développement institutionnel des OSC elles-mêmes. Adoption de modalités d'appui basées sur la demande, évitant l'imposition d'agendas préconstruits.
Capacité insuffisante des OSC à participer aux activités du programme, à la gestion des ressources financières ou aux appels à propositions	E	Valorisation des méthodologies d'accompagnement et appui individualisé expérimentées dans le cadre de l'UE-PAANE 10 <sup>e</sup> FED et du PAANE «Fase di Kambansa». Adoption de modalités d'appui spécifiques pour les organisations communautaires et de base.
Isolement des OSC de base et des OSC localisées en-dehors de Bissau	E	Mise en œuvre d'actions et d'opportunités d'appui décentralisées au niveau régional, et aussi d'actions de communication avec une forte implication des médias locaux (tels que les radios communautaires).

Faiblesse du cadre de gestion des services d'eau et d'énergie	M	Implication de l'UE et des autres agences, à côté des institutions de l'État (DRE et DGRH), pour mettre en place, évaluer et consolider un cadre de gestion décentralisé. Ouverture de la possibilité d'une gestion de réseau d'une localité par une association issue d'une autre localité. Implication des ONG de terrain dans la diffusion du nouveau cadre de gestion.
Manque de ressource en eau disponible pour les nouveaux réseaux prévus	M	Études préliminaires des ressources en eau des zones concernées et essais de pompages sur les forages existants.
Manque de ressources financières pour assurer la mise en œuvre du PNDS, notamment les activités de supervision au niveau régional	M	Le projet contribuera à améliorer l'utilisation efficiente des ressources. Les revues conjointes annuelles sectorielles permettront d'identifier les besoins financiers. Le projet contribuera également à renforcer le dialogue entre les ministères de la santé et finances.
Manque de personnel motivé et qualifié notamment au niveau régional	F	Le projet renforcera la supervision en motivant et développant des capacités chez le personnel. Le gouvernement et les partenaires continueront également à développer des systèmes d'évaluation de la performance tels que ceux mis en œuvre dans le cadre du PIMI. Le ministère de la Santé signera des accords pour assurer une continuité du personnel dans leurs postes.
Changements fréquents du personnel clé du ministère de la santé au niveau central pourraient affecter négativement la continuité du projet	M	Mise en place, avec les autres bailleurs de fonds et agences du secteur, d'un cadre incitatif pour le personnel clé dans les positions clés du ministère pour assurer sa permanence.
<b>Hypothèses</b>		
a) non émergence de conflits violents ou armés, quand bien même une situation d'instabilité politique, pouvant être un obstacle à la mise en œuvre des actions prévues; b) les conditions de marché restent suffisamment favorables aux filières agricoles (viande de poulet, œufs, riz, fruits et légumes); c) la mobilisation des communautés ainsi que des acteurs locaux et internationaux est suffisante pour assurer la démultiplication des actions requise par l'ampleur du programme; d) les partenaires techniques et financiers ne s'engagent pas dans des actions qui peuvent affaiblir l'autonomie des OSC et leurs capacités (ex. mise en œuvre de mécanismes de contrôle par le gouvernement).		

### 3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

#### 3.1 Enseignements tirés

La conception du programme bénéficie d'un fort capital d'expérience accumulé en Guinée-Bissau dans les secteurs visés par l'intervention. L'UE dispose aussi d'une longue expérience et d'une riche réflexion sur la collaboration avec les organisations de la société civile, dans un contexte d'absence de l'État en Guinée-Bissau.

L'existence d'un contexte marqué de profondes faiblesses exige la mise en œuvre de structures et modalités appropriées, valorisant notamment les expériences récentes des programmes du 10<sup>e</sup> FED UE-PAANE (appui aux acteurs non-étatiques), ACTIVA et AINDA (développement rural), PASA (services d'eau) ainsi que de la Facilité énergie. La plupart de ces programmes ont fait l'objet d'évaluations externes et ont permis de tirer des leçons importantes, spécifiques aux domaines techniques respectifs, qu'on ne peut développer ici.

Sont particulièrement pertinents les enseignements qui concernent la collaboration avec les organisations de la société civile, appelées à être les acteurs majeurs du programme:

- **L'attention au contexte** – notamment aux capacités de mobilisation et de résilience des individus et des organisations, aux attentes, aux intérêts, aux demandes existantes au niveau local, au cadre institutionnel et juridique des services concernés – renforce la pertinence des actions.
- La concentration sur la **résolution des problèmes locaux**, comprenant toutes initiatives influant et renforçant la capacité des acteurs locaux à travailler ensemble pour l'identification et la solution des problèmes émergents, telles que: la définition de formes de concertation; la médiation ou la réduction des conflits; la valorisation, la régulation et la gestion des biens communs ou des biens et des espaces publics ; la mise en œuvre ou l'amélioration de la qualité des services ou d'infrastructures impliquant la participation d'acteurs différents.
- **Les acteurs de la mise en œuvre doivent être guidés** de manière précise lors de la formulation de leur intervention, en évitant que les appels à propositions ne restent trop vagues et ouverts dans leurs objectifs ou leurs approches.
- **L'approche basée sur l'accompagnement des organisations pendant et après l'investissement** et la flexibilité à la demande, permet aux programmes d'atteindre des niveaux satisfaisants en termes d'efficacité, d'impact et de pertinence. **L'association étroite des volets de formation et de subvention** joue un rôle important dans la structuration et capacité d'initiative de la part des OSC. **L'adoption des mécanismes différenciés d'appui**, ciblés sur les différents types d'OSC, et destinés d'une façon spécifique aux organisations nationales et locales est aussi très importante.
- **Les questions de durabilité** sont problématiques, eu égard à la situation de manque de ressources propres et de fragilité des structures publiques, du secteur privé et des OSC qui prévaut dans le pays. Mais un travail sur la capacité de mobilisation des ressources locales, l'établissement de cadres de gestion rigoureux et autonomes par rapport aux institutions de l'État, ainsi que l'inscription des actions dans des durées suffisantes pourraient favoriser la durabilité du programme. L'ancrage des services sur des organisations fortes et authentiques renforce la durabilité des investissements et des services.
- **La coordination des acteurs est essentielle** pour éviter les démarches contradictoires, pour bénéficier de la mise en commun des expériences et pour maximiser les synergies potentielles qui existent entre les paquets d'actions mis en œuvre.

### 3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

De nombreuses complémentarités et synergies sont visées entre ce programme et les instruments géographiques et thématiques de l'UE existants, ainsi qu'avec les interventions financées par d'autres bailleurs. Le programme est d'ailleurs tout à fait aligné avec le *Country Partnership Framework* proposé par la Banque mondiale en avril 2017.

Dans le secteur du développement rural, les programmes AINDA et ACTIVA (25 000 000 EUR) sont en cours jusque 2020 et concernent la planification régionale, le développement de quelques filières agricoles (riz, cajou et élevage), la réhabilitation de pistes rurales et le renforcement de la sécurité alimentaire. Peu d'actions d'envergure financées par d'autres bailleurs ont lieu dans le domaine du développement rural, à part le programme PADES financé par le FIDA qui travaille sur les mêmes régions et sur des thèmes techniques voisins. Le projet de développement de la chaîne de valeur riz dans les régions de Bafatá et Oio, financé par le BAD, est en voie de démarrage.

Les plans de développement agricole régionaux élaborés dans le cadre du programme ACTIVA ont été importants pour la décision de concentrer dans la région de Tombali une grande partie de l'appui à la culture du riz de mangrove, tout en intégrant d'autres interventions comme l'horticulture et l'arboriculture fruitière; il s'agit en effet d'une des régions les plus productives en termes agricoles mais une des plus défavorisées pour ce qui concerne les appuis aux populations locales. En outre, cette

région abrite le parc national de Cantanhez, menacé de déboisement aux fins d'agriculture itinérante, du fait des communautés résidentes à l'intérieur ou en périphérie du parc.

Ces interventions constituent un capital de connaissance important à propos des régions, des organisations locales et des thématiques plus techniques. Elles constituent également une base solide pour la poursuite des investissements vers un niveau d'équipement supérieur (par exemple dans la réhabilitation de périmètres rizicoles, de pistes rurales, d'équipements de transformation). La coexistence de cet ensemble d'actions a requis lors de la conception de cette intervention un travail spécifique de communication et de coordination entre acteurs pour maximiser les synergies et éviter les duplications et les contradictions. Ce travail devra continuer lors de la mise en œuvre.

Dans le domaine de l'appui et de l'accompagnement des OSC dans la fourniture de services de proximité, le projet «UE-PAANE - Fase di kambansa» est actuellement en cours jusqu'à 2018, avec un budget total de près de 800 000 EUR, financé sous le programme thématique OSC-AL. En plus, un ensemble de projets proposés par les OSC et les autorités locales (AL) en réponse aux appels à propositions ayant comme priorité globale l'amélioration de leurs contributions aux processus de gouvernance et de développement en Guinée-Bissau, sont financés. Une vraie complémentarité existe entre cette ligne thématique et l'UE PAANE, notamment dans ce qui concerne les bénéficiaires des fonds: le programme OSC-AL finance des projets des OSC avec une plus grande capacité opérationnelle et financière, tandis que l'UE PAANE se dirige plutôt vers les petites OSC et les organisations de base.

Dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement en zones rurales, le nombre de bailleurs est très faible (UE, UEMOA et UNICEF). La coordination est donc assez simple pour éviter les doublons dans les activités menées d'un point de vue géographique et pour harmoniser les approches. Il existe une coordination réelle et de longue date entre l'UE et l'UNICEF, qui développe ses programmes sur base et en complément des projets financés par l'UE. De taille plus réduite, certains des projets d'UNICEF prennent la forme de pilotes qui, s'ils apparaissent avoir un impact positif, peuvent faire l'objet d'une mise à l'échelle via un financement UE. C'est le cas dans le présent programme de la proposition de renforcement des artisans réparateurs de pompes et du développement de la disponibilité des pièces détachées.

Les principaux bailleurs de fonds intervenant actuellement dans le secteur énergie sont: la BAD, la Banque mondiale, la BOAD, l'UE (Facilité énergie), l'UEOMA, la CEDEAO, l'ECREEE, l'Inde, le PNUD, et l'ONUDI. Cependant, seuls la Facilité énergie et l'ONUDI travaillent dans le domaine de l'électrification rurale visée par ce programme. De fait, les trois interventions pilote de la Facilité énergie ont permis de tester différents modèles de services énergétiques et d'en choisir un (mini-réseau hybride PV géré par une association d'usagers) pour un passage à l'échelle supérieure dans le cadre de ce programme.

L'appui au renforcement du système sanitaire sera focalisé sur les composantes «gouvernance» et «gestion de ressources humaines» complémentaires aux appuis des autres bailleurs (Banque mondiale, Fonds mondial, GAVI, USAID,...). La synergie et complémentarité entre les différentes composantes du système sanitaire est évident. Cette action sera aussi complémentaire avec les autres programmes UE du secteur santé, notamment le PIMI et UE-SAUDE, focalisés sur la provision de services maternels–infantiles et avec le programme UE-LUX-OMS de partenariat pour la couverture sanitaire universelle en ce qui concerne le dialogue et la coordination sectorielle. L'intervention sur la gestion de ressources humaines sera complémentaire avec l'appui UE à la modernisation des systèmes de gestion des ressources humaines et budgétaires auprès du ministère de la fonction publique.

### **3.3 Questions transversales**

Le programme interviendra sur les questions de parité de genre (notamment, renforcement des organisations des femmes et appui à leurs initiatives, approfondissement du débat public sur les relations de genre) et de l'environnement (entre autres, initiatives de gestion de l'environnement urbain pour la gestion des eaux et des déchets et la production et utilisation de l'énergie, promotion de la connaissance et du débat sur les questions de l'environnement et du climat). Une attention particulière sera aussi accordée aux initiatives des groupes de la jeunesse et de la diaspora.

La focalisation de l'appui aux initiatives des OSC sur la mise en œuvre et l'amélioration de la résolution des problèmes locaux aura également pour conséquence la prise en compte d'une approche basée sur les droits humains. En effet, la capacité des OSC à augmenter la résilience des citoyens, l'accès aux services de proximité et à promouvoir leur mobilisation en faveur de l'exercice de leurs droits est au centre de la logique du programme. En plus, une attention spécifique sera accordée aux communautés les plus vulnérables aux violations des droits humains et au radicalisme, à travers des programmes de développement communautaire et de leadership des jeunes basés sur les droits (de l'enfant, de la femme, des victimes de la traite, les droits socio-économiques des communautés elles-mêmes...) visant leur autonomisation.

Cette initiative valorise le rôle essentiel des femmes dans l'agriculture, en particulier dans la gestion des rizières, la production de fruits et légumes, la transformation et la commercialisation des produits, ainsi que dans l'alimentation de la famille. Pour cela, une attention particulière sera accordée à toutes les activités impliquant des femmes comme acteurs clés, qui disposeront d'appuis spécifiques pour promouvoir leur participation active en tant que bénéficiaires directs de l'action.

D'autre part, l'introduction de technologies améliorées et adaptées aux changements climatiques et de pratiques agro-écologiques dans l'agriculture favorisera le développement durable et le respect de l'environnement. Les pratiques agricoles qui seront appuyées permettront une meilleure gestion en eau et le maintien de la fertilité des terres; ils chercheront aussi à limiter la déforestation et à assurer la qualité des services écosystémiques. Aussi, le lien entre l'agriculture et la nutrition, par le biais d'activités sensibles à la nutrition, est en accord avec le respect des droits humains y compris le droit à l'alimentation (Right to Food), reconnu par la Commission européenne dans ses programmes thématiques de sécurité alimentaire.

La facilitation de l'accès à l'eau et l'amélioration des conditions sanitaires qui résultent de l'assainissement bénéficient en premier lieu aux femmes. Elles contribuent en effet à diminuer la charge, généralement dévolue aux femmes, que représentent la collecte de l'eau et les soins aux enfants malades. En diminuant cette charge, on augmente la capacité des femmes à développer des activités génératrices de revenus (services, petit commerce, transformation des produits agricoles) et aux jeunes filles de poursuivre leurs études.

L'action menée au niveau de l'assainissement contribue également à la protection de l'environnement. La fin de la défécation à l'air libre rend également plus agréable l'environnement immédiat des villages, débarrassés des zones qui étaient utilisées autrefois comme toilettes collectives à ciel ouvert.

L'électrification rurale à base d'énergie solaire photovoltaïque contribuera à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et, à travers l'éclairage public, permettra l'augmentation de la sécurité, qui bénéficie d'une façon spéciale aux femmes et aux jeunes filles.

## **4. DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectifs/résultats**

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030, et à ce titre accompagnera les efforts de mise en œuvre du plan national de la Guinée-Bissau en vue d'atteindre ces objectifs. Il contribue principalement à atteindre progressivement les objectifs 2 (faim « zéro »), 3 (bonne santé et bien-être), 6 (eau propre) et 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 13 (changement climatique) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) des ODD,



mais il favorise aussi les progrès vers l'atteinte des Objectifs 4 (éducation de qualité) et 5 (égalité entre les sexes). Cela n'implique pas d'engagement de la part du pays bénéficiaire de ce programme.

L'objectif général du programme est de renforcer la résilience et d'accroître les opportunités socio-économiques de la population de Guinée-Bissau.

**Les objectifs spécifiques** sont les suivants:

- 1) Renforcer l'intervention des citoyens et de leurs organisations dans la prestation et l'accès aux services de proximité.
- 2) Réhabiliter et renforcer l'accès aux services d'eau et d'électricité renouvelable et le système sanitaire.
- 3) Renforcer la résilience et les opportunités économiques sur base de l'activité filière agricole.

Les produits escomptés ont été identifiés par rapport à ces objectifs.

Pour l'objectif spécifique 1:

- P1.1) Des initiatives de prestation de services de proximité sont mises en œuvre par les OSC.*
- P1.2) Les capacités de résilience et de résolution des problèmes locaux des OSC sont améliorées.*
- P1.3) L'engagement des OSC dans les processus de dialogue, de réseautage et de diffusion de données et connaissances est renforcé.*

Pour l'objectif spécifique 2:

- P2.1) Un cadre de régulation national pour la fourniture et la gestion décentralisée de services d'eau et d'énergie est créé et mis en œuvre.*
- P2.2) Les infrastructures d'eau potable et d'électricité en zones rurales sont réhabilitées et renforcées durablement.*
- P2.3) Les conditions d'hygiène des villages et des petites villes sont améliorées.*
- P2.4) La gouvernance du système sanitaire est renforcée en termes de renforcement du leadership et des capacités de dialogue, planification, gestion et coordination sectorielle.*
- P2.5) La gestion de ressources humaines pour la Santé est améliorée.*

Pour l'objectif spécifique 3:

- P3.1) La production familiale de riz de mangrove augmente de manière durable à l'échelle du pays, et principalement dans la région de Tombali.*
- P3.2) Le développement des filières de produits agricoles (riz, fruits, légumes et animaux de cycle court) augmente leur contribution à la résilience et aux revenus des agriculteurs familiaux.*
- P3.3) La sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages touchés par le programme s'améliorent de manière durable.*

## **4.2 Principales activités**

Objectif spécifique 1:

- P1.1) Des initiatives de prestation de services de proximité sont mises en œuvre par les OSC.*

Ce produit contribue à la réalisation de la priorité 1 de la feuille de route.

A1.1 Financement d'initiatives des OSC pour la résolution des problèmes locaux au bénéfice des populations, y compris la prestation de services de proximité, à travers l'attribution de subventions via des appels à propositions ou d'attributions directes dûment justifiées, et la mise en œuvre d'un guichet permanent d'appui aux OSC.

A1.2 Accompagnement et assistance technique auprès des initiatives des OSC mises en œuvre dans le cadre de l'activité précédente. Une attention particulière est portée aux populations des régions frontalières et/ou les plus vulnérables aux violations des droits humains, à la migration irrégulière et aux influences des réseaux criminels et extrémistes, par le biais de programmes d'accompagnement au niveau du développement communautaire basé sur les droits et de leadership des jeunes.

*P1.2) Les capacités de résilience et de résolution des problèmes locaux des OSC sont améliorées.*

Ce produit contribue à la réalisation des priorités 2 et 3 de la feuille de route.

A2.1 Appui aux initiatives de renforcement institutionnel et de capacités des OSC, y compris les radios communautaires, à travers la disponibilité de fonds pour la sélection et cofinancement de projets visant les processus de transformation de moyenne/longue durée, et la mise en œuvre d'un bureau d'appui permanent pour le financement de petites actions basées sur la demande.

*P1.3) L'engagement des OSC dans les processus de dialogue, de réseautage et de diffusion de données et connaissances est renforcé.*

Ce produit contribue à la réalisation des priorités 3, 4 et 5 de la feuille de route.

A3.1 Activités contribuant à l'accès à la connaissance, au partage et à la capitalisation des expériences de la société civile et des autres acteurs partenaires, tels que promouvoir des espaces de partage des expériences et de débat sur des thèmes pertinents pour la société civile et dynamiser un centre de ressources pour les OSC.

A3.2 Elaboration d'autres études spécifiques liées à la société civile et en fonction des besoins identifiées au cours de la mise en œuvre du programme.

A3.3 Appui au renforcement institutionnel et de capacités des acteurs partenaires tels que les médias, les institutions académiques, syndicats, organisations socio-professionnelles, petites organisations communautaires, etc. et appui ponctuel aux institutions publiques d'interlocution avec les OSC, y compris les gouvernorats régionaux, pour la mise en œuvre d'actions facilitant leur interaction avec les OSC.

#### Objectif spécifique 2:

*P2.1) Un cadre de régulation national pour la fourniture et la gestion décentralisée de services d'eau et d'électricité est créé et mis en œuvre.*

A1.1 Définition d'une approche unique pour créer, assister et certifier les associations de gestion des systèmes d'eau et d'électricité, sous la forme d'une concession ou accord de délégation, partagée et mise en œuvre par tous les acteurs.

A1.2 Appui à la mise en œuvre d'une gestion durable et d'un niveau de service satisfaisant au niveau des réseaux ciblés.

*P2.2) Les infrastructures d'eau potable et d'électricité en zones rurales sont réhabilitées et renforcées durablement.*

A2.1 Appui au développement du marché de la réparation des systèmes solaires et des pompes à motricité humaine (PMH), incluant la formation et certification des artisans pour l'installation et la réparation.

A2.2 Réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau potable (AEP) solaires PV existants ciblés et construction de nouveaux systèmes d'AEP solaires.

A2.3 Réalisation d'au moins deux centrales photovoltaïques (puissance d'environ 500 kWp) et mini-réseaux électriques associés pour villes secondaires (<10.000 hab.) et de trois systèmes photovoltaïques (puissance inférieure à 50 kWp) et pico-réseaux d'électrification de base pour communautés rurales (<1000 hab.).

*P2.3) Les conditions d'hygiène en zones rurales sont améliorées.*

A.3.1 Poursuite et renforcement de la mise en place de l'approche-type ATPC<sup>15</sup> pour l'abandon de la défécation à l'air libre dans les communautés ciblées, combiné à de bonnes pratiques d'hygiène.

*P2.4) La gouvernance du système sanitaire est renforcée en termes de leadership et des capacités de dialogue, planification, gestion et coordination sectorielle.*

A4.1 Mise à jour des outils de politique et de planification sanitaire et appui à la planification au niveau central et régional.

A4.2 Mise à jour des outils de supervision et appui à la supervision au niveau régional.

*P2.5) La gestion de ressources humaines pour la Santé est améliorée.*

A5.1 Révision et mise à jour du plan de développement des ressources humaines pour la santé (2009).

A5.2 Développement et mise à jour des mandats et descriptions de postes, des structures et services du ministère de la santé (poursuite de l'appui à la modernisation des systèmes de gestion des ressources humaines et budgétaires de la fonction publique).

A5.3 Développement et mise en œuvre avec l'ensemble des parties prenantes d'une stratégie de primes basée sur l'évaluation de performance.

### Objectif spécifique 3:

*P3.1) La production familiale de riz de mangrove augmente de manière durable à l'échelle du pays, et principalement dans la région de Tombali*

A1.1 Appui aux agriculteurs pour la réhabilitation et le renforcement des ouvrages de protection des périmètres rizicoles de mangrove à travers le pays.

A1.2 Amélioration de la gestion hydraulique dans les périmètres et à la parcelle par leur équipement en tuyaux PVC.

A1.3 Adaptation des itinéraires techniques aux conséquences du changement climatique (gestion de l'eau, sélection et choix des semences, calendriers...).

A1.4 Appui aux activités productives périphériques à la riziculture (pisciculture, saliculture, horticulture...).

A1.5 Amélioration de l'accès au marché et réhabilitation de pistes rurales.

A1.6 Appui à la lutte contre l'érosion, au reboisement des mangroves et à leur gestion durable.

*P3.2) Le développement des filières de produits agricoles (riz, fruits, légumes et aviculture) augmente leur contribution à la résilience et aux revenus des agriculteurs familiaux.*

A2.1 Appuyer le développement des exploitations familiales dans les filières (création de périmètres maraîchers, assistance technique, adoption de pratiques d'adaptation au changement climatique, diffusion de matériel végétal et de lignées animales de qualité, usage raisonné des agro-chimiques,...).

---

<sup>15</sup> Assainissement total piloté par les communautés

A2.2 En partenariat avec le secteur privé, favoriser la spécialisation des acteurs et appuyer le développement de quelques maillons clés des chaînes de valeur (ex. production de provendes, usinage du riz, conditionnement de fruits,...).

A2.3 Encourager l'émergence d'une interprofession dans les quatre filières ciblées.

*P3.3) La sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages touchés par le programme s'améliorent de manière durable*

A3.1 Renforcement des programmes d'alimentation scolaire basés sur les produits de l'agriculture familiale locale et établissement de jardins potagers dans les écoles.

A3.2 Appui aux initiatives agricoles sensibles à la nutrition (renforcement de la production et de la diffusion d'aliments à haute valeur nutritionnelle).

A3.3 Education nutritionnelle des familles.

A3.4 Poursuite et renforcement du Système d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

#### **4.3 Logique d'intervention**

Le contexte qui a inspiré l'intervention est caractérisé par une crise politique et socio-économique aiguë qui affecte aussi de manière dramatique la capacité du gouvernement de fournir les services de base, de promouvoir la croissance économique et d'assurer la gouvernance du pays et qui aggrave la pauvreté et les difficultés de la population, et plus encore de la population rurale.

Dans ce contexte, pour fournir les services de base dont la population a besoin, il importe de renforcer les dispositifs de proximité et d'appuyer les expressions organisées de la population destinées à répondre de manière autonome à leurs besoins, dans un contexte de faible présence de l'État. Les services d'eau et d'énergie, voire de santé, peuvent également être renforcés et gérés au niveau décentralisé par des associations d'usagers.

Le renforcement des organisations de quartier, de groupe, de communautés,... de la société civile, permet ainsi non seulement de véhiculer un appui sous forme de services de base de tous ordres (santé, éducation, protection sociale, activités socio-culturelles,...) vers les populations pauvres mais également de prévenir des menaces telles que le crime organisé et la radicalisation, de consolider les bases de la démocratie et de préparer les leaderships de demain.

Par ailleurs, il est impératif et urgent d'intervenir pour offrir de meilleures opportunités socio-économiques aux populations, particulièrement dans les zones rurales du pays. L'agriculture, et particulièrement la riziculture, constitue l'activité économique dont l'impact sur la pauvreté est le plus important et le plus indépendant des conditions de gouvernance du pays. Elle offre donc aux ruraux de réelles opportunités de sortir de la pauvreté extrême et de rentrer dans un cercle vertueux de développement socio-économique.

Enfin, de façon transversale, il importe de renforcer la résilience des populations, de leurs formes d'organisation et de leurs systèmes de production, confrontés non seulement à une crise politique et socio-économique mais également au changement climatique et à la dégradation environnementale.

La logique qui guide l'intervention est donc de chercher à augmenter la résilience et les opportunités socio-économiques des populations (objectif général) via des processus de changement apportés par l'intervention du programme par le biais de:

- 1) la création des conditions nécessaires pour une participation efficace de la société civile à la résolution des problèmes locaux au bénéfice direct des populations – objectif spécifique 1 (OS1);
- 2) l'amélioration de leur accès à des services d'eau, d'énergie et de santé de qualité – OS2;
- 3) du renforcement de la sécurité alimentaire et des opportunités économiques sur base d'une gestion durable de la filière agricole mieux adaptée aux impacts du changement climatique – OS3.

Ainsi, dans un contexte de pauvreté croissante et d'absence de l'État, les populations verront leur accès aux services de proximité augmenter grâce à des interventions soigneusement synchronisées au triple niveau de 1°) la mise à disposition de ressources financières aux OSC pour la fourniture de ces services (OS1/P1), 2°) le renforcement de leurs capacités institutionnelles (OS1/P2) et 3°) de leur mise en réseau (OS1/P3).

En parallèle, le programme contribue à l'amélioration des conditions socio-économiques des communautés à travers l'augmentation du taux d'accès à l'eau potable, à des services énergétiques modernes (OS2/P2), et à l'assainissement (OS2/P3). Compte tenu de l'insuffisance du dispositif actuel pour la gestion de ces services, il sera nécessaire de consolider et de mettre en œuvre un cadre de régulation national pour leur fourniture et leur gestion décentralisée (OS2/P1) autonome par rapport aux services de l'État. Une meilleure gouvernance du système sanitaire (OS2/P4) devrait également contribuer à améliorer les conditions de vie des populations.

Pour autant que les conditions du marché restent suffisamment favorables aux filières agricoles (riz, fruits et légumes), l'augmentation de la production de riz de mangrove sous conditions agro-écologiques (OS3/P1), combinée au développement de certaines filières importantes de l'agriculture familiale (OS3/P2) et au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations (OS3/P3) contribuera à améliorer la résilience et les opportunités économiques offertes sur base de l'activité agricole. Cette logique pourra s'appuyer sur les plans de développement agricoles régionaux développés dans le contexte du programme ACTIVA.

Ce qui rendra cette logique d'intervention efficace dans le contexte analysé est, en particulier, l'adoption d'une logique d'appui, de renforcement et d'accompagnement fondée sur la demande, et sur la non-imposition d'objectifs et de modalités d'action prédéfinis, sans référence aux capacités, aux expériences, aux attentes et aux intérêts locaux. Pour ce faire, et partant des enseignements tirés, le programme adoptera des approches multiples, telles que:

- S'appuyer, dans la phase de démarrage, sur les acquis de l'expérience récente (en particulier l'évaluation des programmes récents et cartographie de la société civile de la Guinée-Bissau réalisée en 2017).
- Appuyer tous types d'actions visant à la mobilisation coordonnée de différents acteurs pour la résolution des problèmes locaux et la construction de la résilience, notamment en utilisant la riziculture de mangrove comme point d'entrée pour traiter d'autres aspects du système de production et en utilisant les compétences thématiques mobilisées dans le contexte de chacune des composantes du programme pour aider à la mise en œuvre des autres composantes de celui-ci.
- Prioriser le renforcement et l'élargissement d'initiatives existantes.
- Accompagner les actions d'appui financier avec des actions d'appui non-financier (assistance technique, formation et renforcement des capacités).
- Offrir aux actions une durée suffisante, adaptée aux besoins des processus de changement.
- Identifier et mettre en œuvre des modalités d'appui diversifiées, notamment pour les organisations de base, qui contribuent à les renforcer, sans les obliger à changer leur nature et vision.
- Veiller dès la conception des actions à la viabilité et la robustesse des dispositifs de gestion des services et des infrastructures.
- Permettre aux institutions de l'État d'accompagner le programme.

## **5. MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2. seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de l'adoption par la Commission de la présente fiche d'action.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Modalités de mise en œuvre**

Tant en gestion directe qu'indirecte, la Commission veillera à ce que soient respectées les règles et les procédures d'application de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours et, le cas échéant, que l'action soit conforme aux mesures restrictives de l'UE affectant les pays de mise en œuvre concernés.

#### **5.3.1 Subventions: octroi direct (gestion directe)**

*(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés*

Les activités du programme qui seront mises en œuvre à travers un nombre limité de subventions en octroi direct (suite à appel à manifestation d'intérêt) sont les suivantes: la mise en œuvre d'initiatives de prestation de services de proximité par les OSC, l'amélioration des capacités de résilience et de résolution des problèmes locaux des OSC, le renforcement de l'engagement des OSC dans les processus de dialogue, de réseautage et de diffusion de données et connaissances, la création et la mise en œuvre d'un cadre de régulation nationale pour la fourniture et la gestion décentralisée de services d'eau et d'énergie, la réhabilitation et le renforcement des infrastructures d'eau potable et d'électricité en zones rurales, l'amélioration des conditions d'hygiène des villages et des petites villes, l'augmentation de la production familiale de riz de mangrove à l'échelle du pays et principalement dans la région de Tombali, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages touchés par le programme. Les objectifs spécifiques et les résultats escomptés (paragraphe 4.2) correspondant à ces activités sont les suivants: renforcer l'intervention des citoyens et de leurs organisations dans la prestation et l'accès aux services de proximité (OS1); réhabiliter et renforcer l'accès aux services d'eau et d'électricité renouvelable et le système sanitaire (OS2); renforcer la résilience et les opportunités économiques sur base de l'activité filière agricole (OS3).

Pour ce qui concerne l'OS1, il est prévu de le mettre en œuvre à travers un ou des contrats de subvention, dont le soutien financier à des tiers est l'objectif principal. Les types d'actions éligibles devront contribuer aux trois produits escomptés: des initiatives de prestation de services de proximité sont mises en œuvre par les OSC (P1.1), les capacités de résilience et de résolution des problèmes locaux des OSC sont améliorées (P1.2) et l'engagement des OSC dans les processus de dialogue, de réseautage et de diffusion de données et connaissances est renforcé (P1.3).

Concernant l'OS2, il est également prévu de le mettre en œuvre à travers un ou des contrats de subvention, dont les actions éligibles devront contribuer aux produits escomptés : un cadre de régulation national pour la fourniture et la gestion décentralisée de services d'eau et d'énergie est créé et mis en œuvre (P2.1), les infrastructures d'eau potable et d'électricité en zones rurales sont réhabilitées et renforcées durablement (P2.2) et les conditions d'hygiène des villages et des petites villes sont améliorées (P2.3).

Les activités de la composante «*riz de mangrove et activités périphériques*» de l'OS3 seront également mises en œuvre à travers des subventions en octroi direct, dont le soutien financier à des tiers est un objectif principal. Les actions éligibles devront contribuer à l'augmentation de la production familiale de riz de mangrove à l'échelle du pays et principalement dans la région de Tombali (P3.1), le développement des filières de produits agricoles (P3.2) et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages touchés par le programme (P3.3) ; ceci à l'exception des activités suivantes: l'amélioration de l'accès au marché et réhabilitation de pistes rurales (A1.5) et la poursuite et renforcement du Système d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition (A3.4) - voir ci-dessous.

#### *(b) Justification des subventions directes*

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions et suite à appel à manifestation d'intérêt. Après une procédure de sélection dirigée par la délégation de l'UE, l'appel à manifestation d'intérêt conduira à un octroi direct à la meilleure proposition de mise en œuvre de chaque composante, considérant, en particulier, la capacité opérationnelle et financière de l'organisation (ou du consortium), en particulier sa connaissance de l'environnement du pays, son expérience dans la thématique en question, la qualité du personnel qu'elle peut mobiliser et la cohérence et synergies avec les actions en cours ou récentes, financées par l'UE ou d'autres partenaires de développement.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie car le pays se trouve dans l'une des situations de crise citées à l'article 190, paragraphe 2, des règles d'application. La Guinée-Bissau reste un pays très fragile dont la situation politique, économique et sociale ne connaît pas d'évolution positive. Compte tenu de l'instabilité politico-militaire récurrente où le crime organisé prospère dans un environnement où l'application de la loi est privée de ressources et démoralisée par la corruption et l'impunité chronique, la fragilité du tissu économique et la faiblesse extrême des institutions et de l'ensemble du processus démocratique, la nature spécialisée des interventions prévues, et la nécessité de mettre en place des partenaires ayant suffisamment de connaissances du terrain, l'attribution directe de subvention est réputée comme la modalité la plus adéquate. En outre, le recours aux procédures flexibles applicables aux situations de crise a été autorisé pour la Guinée-Bissau<sup>16</sup>.

#### *(c) Conditions d'éligibilité*

Les critères d'éligibilité essentiels pour les demandeurs sont les suivants:

- être une personne morale; et
- être sans but lucratif; et
- être une organisation de la société civile (OSC)/organisation non-gouvernementale (ONG) ou un réseau/association d'OSC/ONG (enregistrée au niveau national ou international);
- être établi dans un pays éligible indiqué à l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, tel que modifié par la décision n° 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE du 20 juin 2014 (2014/428/UE); et

---

<sup>16</sup> Note Ares(2017)3110284 du 21/06/2017

- être directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action et non agir en tant qu'intermédiaire.

Les codemandeurs pourront également être des organisations internationales ou des entreprises privées, étant entendu que les actions ne peuvent générer de profit.

Le montant indicatif de la contribution de l'UE est de 29 500 000 EUR et les subventions peuvent être octroyées à des bénéficiaires individuels ou groupements de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires). La durée maximale de mise en œuvre des subventions ne pourra dépasser la période de mise en œuvre opérationnelle de l'action (cf. paragraphe 5.2 ci-dessus).

*(d) Critères de sélection et d'attribution essentiels*

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs du programme; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

*(e) Taux maximal de cofinancement*

Le taux maximal de cofinancement possible pour ces subventions est de 100% des coûts éligibles de l'action. En ce qui concerne le soutien financier à des tiers (subventions en cascade), le taux maximal de cofinancement est, en principe, de 95% des coûts éligibles de chaque action (minimum de cofinancement de 5% par les tiers bénéficiaires de subventions); lorsque dûment justifié, le financement pourrait être de 100%.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323 lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

Le financement intégral de la subvention se justifie car le programme contribue de façon directe à la mise en œuvre de la stratégie de l'UE vis-à-vis de la société civile tel que définie dans les 5 priorités de la feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile en Guinée-Bissau. Ainsi, il faut assurer un fort leadership et visibilité par l'UE dans la promotion du programme, dont le financement intégral est une condition préalable essentielle.

*(f) Trimestre indicatif pour la conclusion des conventions de subvention*

Deuxième trimestre de 2018.

**5.3.2 Subventions: octroi direct au programme alimentaire mondial (gestion directe avec contrôle ex-post)**

*(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés:*

L'octroi d'une subvention directe au programme alimentaire mondial (PAM) a pour objectif la poursuite de l'appui au système national d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SISAN) (OS3 – Produit P3.4).

*(b) Justification d'une subvention directe:*

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions au PAM.



Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie par l'application de l'article 190 point c) du règlement délégué n° 1268/2012, et le chapitre 6.4.2 point f) du PRAG 2016: «pour des actions ayant des caractéristiques spécifiques requérant l'implication d'une entité en raison de ses compétences techniques, son haut degré de spécialisation ou sa capacité administrative», pour autant que les procédures flexibles soient d'application au moment de l'attribution<sup>17</sup>.

La subvention directe est justifiée par le fait que le PAM a déjà une longue expérience en Guinée-Bissau en matière d'aide alimentaire et nutritionnelle ainsi que dans le renforcement de capacités institutionnelles du ministère de l'agriculture. En effet, depuis 2015 le PAM a élaboré le SISAN en collaboration avec le ministère de l'agriculture et du développement rural, et un protocole d'accord a été signé entre les deux parties afin d'assurer la bonne mise en œuvre du SISAN. Depuis 2015, trois enquêtes populationnelles sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été réalisées de façon satisfaisante selon le ministère de l'agriculture et les partenaires actifs dans ce domaine. Le PAM jouit de la confiance des autorités nationales en matière d'aide alimentaire et nutritionnelle ainsi que dans le renforcement des capacités institutionnelles. De fait, il exerce dans le domaine un monopole institutionnel sur cette problématique.

*(c) critères de sélection et d'attribution essentiels*

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle de l'organisation.

Les critères d'attribution essentiels concernent l'expérience de l'organisation, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

*(d) Taux maximal de cofinancement:*

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 100% compte tenu de l'expérience préalable de collaboration avec le PAM et du manque de ressources du gouvernement bissau-guinéen pour financer le SISAN.

*(e) Trimestre indicatif pour la conclusion de la subvention*

Deuxième trimestre de l'année 2018.

Au cas où les négociations avec l'organisation n'aboutissent pas, un appel à manifestations d'intérêt pourra être lancé afin d'identifier une organisation en mesure d'assurer la mise en œuvre de cette composante.

Les critères de sélection essentiels porteront sur la capacité financière et opérationnelle de l'organisation.

Les critères d'attribution essentiels concerneront l'expérience de l'organisation, la conception de l'action proposée eu égard aux objectifs et résultats attendus, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

### **5.3.3 Passation de marchés (gestion directe)**

Il sera lancé un appel à manifestation d'intérêt auprès des opérateurs pré-identifiés et une publication sur le site internet de la délégation de l'UE, pour une assistance technique chargée de la coordination des composantes du programme, du monitoring et suivi de la mise en œuvre et des actions de communication et visibilité.

---

<sup>17</sup> Note Ares(2017)3110284 du 21/06/2017

Après une procédure de sélection mise en place par la délégation de l'UE, l'appel à manifestation d'intérêt conduira à une procédure négociée pour attribution du et signature du contrat sous les procédures flexibles découlant de la déclaration de crise.

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique (appui à la coordination, au monitoring et à la visibilité du programme)	Services	1	1 <sup>er</sup> trimestre de 2018

#### **5.3.4 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre de l'UE: Camões - Instituto da Cooperação e da Língua, I.P.**

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec Camões I.P. conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.

Cette mise en œuvre implique les volets «renforcement du système sanitaire» (OS2 - Produits P2.4 et P2.5) et «filicère horticoles» (OS3 - Produit P3.2). Ce mode de mise en œuvre se justifie du fait que Camões I.P. est réputé détenir l'expertise et la capacité requises pour mettre en œuvre les actions prévues dans le contexte politique fragile de la Guinée-Bissau qui réduit les capacités nationales pour la mise en œuvre efficace de l'action. Le modèle de mise en œuvre proposé par Camões I.P. s'inscrit dans une approche renforcée de transfert de compétences et de construction de partenariats à long terme.

Deux conventions de délégation (Pagoda 2) seront négociées correspondant aux deux volets concernés.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: la passation des marchés, l'octroi de subventions et l'exécution des paiements et assurera la gestion de la coordination et les synergies avec d'autres actions pertinentes soutenues par l'UE, l'États membres de l'UE et les autres bailleurs de fonds. Pour autant que ses procédures le permettent, Camões I.P. pourra faire usage de procédures de contractualisation flexibles et adaptées.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux critères et modalités de mise en œuvre mentionnés ci-dessous:

##### *(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés*

Les activités du programme qui pourront être mises en œuvre à travers un nombre limité de subventions en octroi direct (suite à appel à manifestation d'intérêt) sont les suivantes : volets «renforcement du système sanitaire» (OS2 - Produits P2.4 et P2.5) et «filicère horticoles» (OS3 - Produit P3.2).

Les actions éligibles devront contribuer: i) à la gouvernance du système sanitaire national et au renforcement de la gestion des ressources humaines dans le secteur de la santé, et ii) au développement des filières de produits horticoles en vue de l'amélioration des revenus des agriculteurs familiaux.

##### *(b) Justification des subventions directes*

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions et suite à appel à manifestation d'intérêt. Après une procédure de sélection dirigée par la délégation de l'UE, l'appel à manifestation d'intérêt conduira à un octroi direct à la meilleure proposition de mise en œuvre de chaque composante, considérant, en particulier, la capacité opérationnelle et financière de l'organisation (ou du consortium), en particulier sa connaissance de l'environnement du pays, son expérience dans la thématique en question, la qualité du personnel qu'elle peut mobiliser et la cohérence et synergies avec les actions en cours ou récentes, financées par l'UE ou d'autres partenaires de développement.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie car le pays se trouve dans l'une des situations de crise citées à l'article 190, paragraphe 2, des règles d'application. La Guinée-Bissau reste un pays très fragile dont la situation politique, économique et sociale ne connaît pas d'évolution positive. Compte tenu de l'instabilité politico-militaire récurrente où le crime organisé prospère dans un environnement où l'application de la loi est privée de ressources et démoralisée par la corruption et l'impunité chronique, la fragilité du tissu économique et la faiblesse extrême des institutions et de l'ensemble du processus démocratique, la nature spécialisée des interventions prévues, et la nécessité de mettre en place des partenaires ayant suffisamment de connaissances du terrain, l'attribution directe de subvention est réputée comme la modalité la plus adéquate. Cela pour autant que les procédures flexibles soient d'application au moment de l'attribution<sup>18</sup>.

#### *(c) Conditions d'éligibilité*

Les critères d'éligibilité essentiels pour les demandeurs sont les suivants :

- être une personne morale; et
- être sans but lucratif; et
- être une organisation de la société civile (OSC)/organisation non-gouvernementale (ONG) ou un réseau/association d'OSC/ONG (enregistrée au niveau national ou international).
- être établi dans un pays éligible indiqué à l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, tel que modifié par la décision n° 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE du 20 juin 2014 (2014/428/UE); et
- être directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action et non agir en tant qu'intermédiaire.

Les codemandeurs pourront également être des organisations internationales ou des entreprises privées, étant entendu que les actions ne peuvent générer de profit.

Le montant indicatif de la contribution de l'UE est de 6 000 000 EUR et les subventions peuvent être octroyées à des bénéficiaires individuels ou groupements de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires). La durée maximale de mise en œuvre des subventions ne pourra dépasser la période de mise en œuvre opérationnelle de l'action (cf. paragraphe 5.2 ci-dessus).

#### *(d) Critères de sélection et d'attribution essentiels*

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs du programme; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

#### *(e) Taux maximal de cofinancement*

---

<sup>18</sup> Note Ares(2017)3110284 du 21/06/2017

Le taux maximal de cofinancement possible pour ces subventions est de 100% des coûts éligibles de l'action.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323 lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

Le financement intégral de la subvention se justifie car le programme contribue de façon directe à la mise en œuvre de la stratégie de l'UE vis-à-vis de la société civile tel que définie dans les 5 priorités de la feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile en Guinée-Bissau. Ainsi, il faut assurer un fort leadership et visibilité par l'UE dans la promotion du programme, dont le financement intégral est une condition préalable essentielle.

*(f) Trimestre indicatif pour la conclusion des conventions de subvention*

Deuxième trimestre de 2018.

### **5.3.5 Gestion indirecte avec une organisation internationale: Banque mondiale**

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Banque mondiale conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.

Cette mise en œuvre implique le volet «pistes rurales» (OS3- Produit P3.1, activité A1.5) et respectera les modalités prévues par l'accord-cadre en vigueur entre la Banque mondiale et la Commission européenne.

Ce mode de gestion se justifie parce que la Banque mondiale est réputée détenir l'expertise et la capacité requises pour mettre en œuvre les actions prévues dans le contexte politique fragile de la Guinée-Bissau qui réduit les capacités nationales pour la mise en œuvre efficace de l'action. En particulier grâce à la réalisation du programme PDDC (projet rural de développement communautaire), la Banque a développé l'expérience et l'expertise appropriées pour la réalisation de pistes rurales en Guinée-Bissau. La Banque finance aussi d'autres actions importantes en Guinée-Bissau dans le domaine de la protection sociale et des transports et sa présence stable permettra la construction de partenariats à long terme.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: la passation des marchés et l'exécution des paiements; elle assurera la gestion de la coordination et les synergies avec d'autres actions pertinentes soutenues par l'UE, l'États membres de l'UE et les autres bailleurs de fonds.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec UNOPS. La mise en œuvre par cette entité de remplacement se justifie car UNOPS a également une forte expérience en gestion de travaux routiers à haute intensité de main d'œuvre. L'entité de remplacement sera chargée de mettre en œuvre le volet «pistes rurales» du programme (OS3- Produit P3.1, activité A1.5).

## **5.4 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## 5.5 Budget indicatif

	Composante	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers (montant en EUR)
<b>Objectifs spécifiques</b> 1) Renforcer l'intervention des citoyens et de leurs organisations dans la prestation et l'accès aux services de proximité. 2) Réhabiliter et renforcer l'accès aux services d'eau et d'énergie et le système sanitaire. 3) Renforcer la résilience et les opportunités économiques sur base de l'activité filière agricole.			
5.3.1 – Subventions directes suite à appel à manifestation d'intérêt (gestion directe) <i>- initiatives des OSC</i> <i>- services d'eau et d'énergie</i> <i>- riz de mangrove et activités périphériques</i>	OS1 P2.1, P2.2, P2.3 OS3, excepté A1.5 et A3.4	29.500.000  8.000.000 9.000.000 12.500.000	500.000
5.3.2 – Subvention directe au PAM (gestion directe) <i>- composante de l'objectif 3 « renforcement du SISAN »</i>	A3.4 de OS3	1.000.000	
5.3.3 – Passation de marchés (gestion directe) <i>- assistance technique pour coordination, monitoring et communication</i>		1.500.000	
5.3.4 – Gestion indirecte avec Camões I.P. <i>- composante de l'objectif 2 « système sanitaire »</i> <i>- composante de l'objectif 3 « filière horticole »</i>	P2.4, P2.5 P3.2 filière horticole	6.000.000 2.000.000 4.000.000	
5.3.5 – Gestion indirecte avec la Banque mondiale <i>- composante de l'objectif 3 « réhabilitation pistes rurales »</i>	A1.5 de OS4	5.000.000	
5.8 – Évaluation, 5.9 – Audit		sera couvert par une autre décision <sup>19</sup>	s.o.

<sup>19</sup> Lorsque l'action n'est pas couverte par une convention de financement (voir section 5.1), indiquer «sera couvert par une autre décision» puisqu'il est peu probable que les marchés d'évaluation et d'audit de la présente action seront conclus dans le délai N+1. Ces marchés doivent être autorisés par une autre décision de financement.

5.10 – Communication et visibilité		compris dans rubrique 5.4.3 <sup>20</sup>	s.o.
Provisions pour imprévus <sup>21</sup>		1.000.000	s.o.
Totaux		44.000.000	44.500.000

## 5.6 Structure organisationnelle et responsabilités

L'entité adjudicatrice est la délégation de l'Union européenne pour le compte du gouvernement bissau-guinéen en gestion directe.

Chaque composante du programme en gestion directe sera gérée par une équipe fournie par le bénéficiaire (ou consortium) de la subvention. La(les) équipe(s) sera(ont) composée(s) par: 1 directeur de programme, 1 responsable administratif et financier et du personnel spécialisés (e.a. pour la gestion du cabinet permanent d'appui et la gestion des activités d'assistance aux OSC, pour la préparation et gestion des appels à propositions, contractualisation et suivi-évaluation des contrats de subvention aux tiers, experts eau/énergie et agriculture...). Dans le but de décentraliser les activités et de promouvoir une approche de proximité du programme, des antennes basées dans certaines régions seront installées selon des modalités à définir.

En gestion indirecte, Camões I.P. sera responsable de la mise en œuvre du volet «système sanitaire», travaillera en étroite collaboration avec le ministère de la santé publique et fournira l'appui nécessaire à la gestion, suivi et évaluation de l'action.

Camões I.P. sera également chargé de la mise en œuvre du volet «développement de la filières horticole» en coopération déléguée, devant contracter et collaborer étroitement avec des ONG locales présentes dans les lieux des interventions. Camões I.P. aura la responsabilité de coordonner toutes les interventions à réaliser pour le développement de cette filière.

La Banque mondiale, également en gestion indirecte, sera chargée de la mise en œuvre du volet de «réhabilitation de pistes rurales».

Une équipe d'assistance technique assurera la coordination générale et le monitoring de la mise en œuvre du programme dans toutes ses composantes. Les fonctions de coordination comprennent l'appui à la planification d'ensemble des activités des différents volets, la facilitation de la circulation de l'information et de la concertation entre les différentes parties prenantes du programme, la mise en place et l'animation d'un groupe de coordination des PTF, la production et le partage des connaissances, les actions de communication et visibilité du programme et du financement de l'UE. L'équipe de coordination et monitoring rend compte à l'UE et au comité de direction du programme.

Un comité de pilotage sera mis en place pour chacune des composantes du programme, présidé par la délégation de l'UE et composé de représentants des parties prenantes et de l'équipe de coordination. Le comité se réunira semestriellement afin de suivre la mise en œuvre de l'action et de proposer les mesures de réorientation nécessaires.

Un comité de direction, d'orientation et de suivi du programme sera constitué dès le démarrage du programme, composé de représentants de toutes les parties prenantes et présidé par la délégation de

<sup>20</sup> Il faut considérer que les marchés concernés par cet intitulé doivent être conclus dans le délai N+1 lorsqu'aucune convention de financement n'est conclue et dans le délai D+3 lorsqu'une convention de financement est conclue.

<sup>21</sup> Il faut considérer que pour les marchés pour lesquels aucune convention de financement n'est conclue, les provisions pour imprévus doivent être couvertes par des engagements individuels et juridiques pour le 31 décembre de l'année N+1.

l'UE. Le comité se réunira semestriellement afin de suivre les engagements des partenaires et la mise en œuvre efficiente du programme. Ses principales attributions seront d'assurer le suivi et la cohérence d'ensemble dans la mise en œuvre du programme et de prendre des décisions de réorientation qui s'avèrent nécessaires. Des représentants des OSC et des autres parties prenantes, tels que les États membres, la cellule d'appui à l'ordonnateur national (CAON) et la DGCANG, etc. seront invités au comité de pilotage à titre d'observateurs.

## **5.7 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités des partenaires de mise en œuvre. À cette fin, les partenaires de mise en œuvre doivent établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux.

De plus, un suivi rapproché de l'exécution du programme et de ses composantes sera exercé par l'équipe d'assistance technique recrutée à cet effet. Ce suivi fera l'objet de rapports périodiques, à l'appui des comités de pilotage et de Direction, et d'un rapport annuel.

Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.8 Evaluation**

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée soit pour résoudre des problèmes, soit à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport aux processus d'appui aux OSC et de leur engagement dans la résolution des problèmes locaux au bénéfice des populations et dialogue sur les politiques publiques.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques).

La Commission informera les partenaires de mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires de mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre décision de financement.

## **5.9 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement de l'audit sera couvert par une autre décision de financement.

## **5.10 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Les activités de communication et visibilité seront mises en œuvre par l'équipe de coordination et monitoring du programme au long de la période de mise en œuvre opérationnelle.



## APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagregés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global: impact</b>	Renforcer la résilience et accroître les opportunités socio-économiques de la population de Guinée-Bissau	1. Présence de mécanismes de gouvernance à différents niveaux avec une participation active et efficace de la société civile  2. Insécurité alimentaire dans les régions d'intervention, comme proxy de la vulnérabilité	1. Inexistence de structures formelles permettant une participation active de la société civile à la résolution des problèmes locaux en bénéfice des populations et aux décisions politiques (2017)  2. Insécurité alimentaire 2017	1. Des actions de résolution des problèmes locaux et des espaces de concertation pluri-acteurs existent et sont visibles au niveau national et local (2022)  2. Réduction d'un quart (25%) par rapport à 2017 (2022)	1. Rapports projet  Rapports ROM  Evaluations   2. SISA	
<b>Objectif(s) spécifique(s) : Effet(s) direct(s)</b>	OS1:Renforcer l'intervention des citoyens et de leurs organisations dans la prestation et l'accès aux services de proximité	1.1 Nombre d'actions participatives de création de résilience aux niveaux locaux au niveau national et local, pour la gestion des services  1.2 Nombre d'actions	Des expériences existent, mais elles n'ont pas de visibilité et ont un impact réduit ou non mesurable  1.1 et 1.2 Références à déterminer par le	1.1.1 Au moins 3 expériences sont visibles au niveau national/régional, au moins dans 5 régions du pays (2022)  1.1.2 Au moins 40 communautés	1.1 Rapports projet  Evaluations  Couverture médiatique  Etudes	Engagement des OSC, des institutions publiques de référence, des médias et d'autres acteurs non-étatiques, aux différents niveaux

		participatives de résolution des problèmes locaux au niveau national et local, pour la gestion des ressources environnementales	biais d'une étude de cartographie préalable au démarrage de l'action (en cours de lancement)	frontalières identifiées comme vulnérables aux radicalismes religieux dans la phase de démarrage complètent un programme de développement communautaire basé sur les droits (2022) 1.2 Au moins 3 expériences sont visibles au niveau national/régional, au moins dans 5 régions du pays (2022)	1.2 Rapports projet Evaluations Couverture médiatique Etudes	
	OS2: Réhabiliter et renforcer l'accès aux services d'eau et d'énergie et le système sanitaire	2.1 Taux d'accès à des sources améliorées d'eau en zones rurales (EURF 22 L1)  2.2 Nombre de bénéficiaires desservis  2.3 Taux d'accès à des services électriques modernes en zones rurales  2.4 Nombre de connexions électriques  2.5 Proportion de la population utilisant un dispositif d'assainissement amélioré (EURF 25 L1)	2.1 61% (MICS 2014)  2.2 Population rurale estimée (2014): 56% x 1.88 M = 1.0 M 2.3 4% (2014)  2.4 Connexions existants (ménages électrifiés) estimés: 5200 2.5 A déterminer	2.1 64 % (2022)  2.2 32.000 nouveaux bénéficiaires  2.3 5,5 % (2022)  2.4 2117 nouvelles connexions  2.5 A déterminer	Rapports projet Evaluations Etudes MICS 2018 MICS 2022	Engagement du gouvernement à respecter les cadres de gestion décentralisés des services d'eau et d'énergie  Leadership suffisant du gouvernement pour le pilotage du secteur santé

	OS3: Renforcer la résilience et les opportunités économiques sur base de l'activité filière agricole	<p>3.1 Niveau de sécurité alimentaire des ménages ruraux</p> <p>3.2 Revenus des producteurs familiaux (XOF/an)</p> <p>3.3 Statut nutritionnel des ménages ruraux</p>	<p>3.1 Insécurité alimentaire dans 29,1% des ménages ruraux (SISAN Dec. 2017)</p> <p>3.2 211.700 XOF/an (2011)</p> <p>3.3 Acceptable 79,2%, limite 15,5%, médiocre 5,3% (moyenne nationale Déc. 2016)</p>	<p>3.1 Insécurité alimentaire dans 20% des ménages ruraux</p> <p>3.2 300.000 XOF/an (2022)</p> <p>3.3 Acceptable 95%, limite 5%, médiocre 0% (Déc. 2021)</p>	<p>Système d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SISAN)</p> <p>Autres statistiques officielles (GoGB/INE, FAO/WFP, etc.).</p> <p>Études et M&amp;E projet.</p>	<p>Participation active des groupes cible</p> <p>Des événements climatiques inopinés ne limitent pas la capacité productive</p> <p>Les conditions de marché sont favorables pour la commercialisation des produits des producteurs familiaux</p>
<b>OS1/Produit escompté 1</b>	<i>P1.1) Des initiatives de prestation de services de proximité sont mises en œuvre par les OSC</i>	<p>Nombre d'initiatives des OSC pour la résolution des problèmes locaux aux niveaux national et local, concernant les thèmes suivants :</p> <p>1.1.1 La gestion des ressources environnementales (eau, forêts, terres pour l'agriculture, etc.)</p> <p>1.1.2 L'amélioration de l'accès aux services sociaux ou du fonctionnement de ces services (santé, éducation de base, formation professionnelle, entre autres)</p> <p>1.1.3 La gestion des</p>	<p>1.1.1 à 1.1.6 Références à déterminer par le biais d'une étude de cartographie préalable au démarrage de l'action</p>	<p>1.1.1. Au moins 10 initiatives sont mises en œuvre (2022)</p> <p>1.1.2 Au moins 10 initiatives sont mises en œuvre (2022)</p> <p>1.1.3 Au moins 10 initiatives sont mises en œuvre, incluant 1 initiative avec l'implication de la diaspora (2022)</p> <p>1.1.4 Au moins 10 initiatives sont mises en œuvre (2022)</p> <p>1.1.5. Au moins 10 initiatives sont mises en œuvre, incluant 5 initiatives avec l'implication des</p>	<p>Rapports projet</p> <p>Evaluations</p> <p>Couverture médiatique</p> <p>Etudes</p>	<p>Engagement des OSC</p> <p>Ouverture à la contribution des OSC de la part des autorités publiques et des autres acteurs impliqués dans la gouvernance</p>

		<p>activités productives</p> <p>1.1.4 L'amélioration de la protection et/ou la reconnaissance des droits humains et de citoyenneté</p> <p>1.1.5 La participation des citoyens aux décisions publiques</p> <p>1.1.6 L'égalité du genre</p>		<p>jeunes (2022)</p> <p>1.1.6. Au moins 10 initiatives sont mises en œuvre (2022)</p>		
<b>OS1/Produit escompté 2</b>	<i>PI.2) Les capacités de résilience et de résolution des problèmes locaux des OSC sont améliorées</i>	<p>1.2.1 Proportion d'OSC moyennes et plus structurées engagées dans des processus de développement institutionnel, concernant notamment leur fonctionnement et leurs stratégies d'intervention et de durabilité</p> <p>1.2.2 Proportion d'OSC de tous niveaux engagées dans des initiatives ponctuelles de renforcement institutionnel et d'action, y compris les radios communautaires visibles</p>	1.2.1 et 1.2.2 Références à déterminer par le biais d'une étude de cartographie préalable au démarrage de l'action (en cours en 2017)	<p>1.2.1 Des processus de changement institutionnel sont visibles dans au moins 40% des OSC moyennes et plus structurées directement impliquées dans les actions du programme (2022)</p> <p>1.2.2. Des processus de renforcement des capacités d'action sont visibles dans au moins 40% des organisations de tout niveau impliquées dans les activités du programme (2022)</p>	Rapports projet Evaluations Couverture médiatique Etudes	<p>Participation des OSC</p> <p>Participation des médias</p> <p>Participation des institutions publiques (DGCANG, SGCS, administrations régionales)</p> <p>Participation des autres acteurs de la société civile</p>
<b>OS1/Produit escompté 3</b>	<i>PI.3) L'engagement des OSC dans les processus de dialogue, de réseautage et de diffusion de données et connaissances est renforcé</i>	<p>1.3.1 Nombre de médias publics ou privés offrant des espaces permanents sur les OSC et l'action de résolution des problèmes locaux</p> <p>1.3.2 Présence de</p>	1.3.1 et 1.3.2 Références à déterminer par le biais d'une étude de cartographie préalable au démarrage de l'action	<p>1.3.1 Au moins 4 médias publics ou privés (2022)</p> <p>1.3.2 Présence dans au moins 4 régions de structures permanentes de dialogue entre les</p>	1.3.1 Rapports projet Evaluations Etudes	

		mécanismes permanents de collaboration entre les autres acteurs de la société civile impliqués et les OSC aux niveaux national et local		autorités nationales et/ou locaux et les OSC et/ou les autres acteurs de la société civile (2022)		
<b>OS2/Produit escompté 1</b>	<i>P2.1) Un cadre de régulation national pour la fourniture et la gestion décentralisée de services d'eau et l'énergie est créé et mis en œuvre</i>	<p>2.1.1 Existence de statuts uniformes pour toutes les concessions de services d'eau et énergie,</p> <p>2.1.2 Existence d'une définition unique des prix de fourniture d'eau et énergie</p>	<p>2.1.1 Différents accords de concession pour la gestion de service publics existent sur une base ad hoc..</p> <p>2.1.2 Des tarifs divers et variables sont pratiqués pour l'eau et l'énergie</p>	2.1.1 et 2.1.2 Au moins 50 associations de gestion adoptent le cadre unique, pratiquent les prix indiqués en 2022	Concessions-et protocoles pour la gestion des systèmes et la définition des prix	<p>Maintien ou amélioration de la situation institutionnelle du pays</p> <p>Engagement politique du gouvernement et opérationnel des Ministères de tutelle concernés (DGRH et DGE)</p>
<b>OS2/Produit escompté 2</b>	<i>P2.2) Les infrastructures d'eau potable et énergie en zones rurales sont réhabilitées et renforcées durablement</i>	<p>2.2.1 Nombre artisans installateurs et réparateurs formés et certifiés (contribue à EURF28L2)</p> <p>2.2.2 Nombre systèmes AEP solaires réhabilités et optimisés</p> <p>2.2.3 Nombre nouveaux systèmes AEP solaires réalisés</p> <p>2.2.4 Nombre nouveaux systèmes à énergie solaire, type mini-grid (puissance d'environ 500 kWp)</p> <p>2.2.5 Nombre nouveaux</p>	<p>2.2.1 Il n'existe pas de recensement exact des artisans existants au niveau national pour le milieu rural</p> <p>2.2.2 30 réseaux d'AEP solaires villageois existants (parmi les 86 des projets PRS et PASA-HRS) (2017)</p> <p>2.2.3, 2.2.4, 2.2.5, 2.2.6: N.A. (nouveau)</p>	<p>2.2.1 Au moins 50 artisans (2022)</p> <p>2.2.2 30 réseaux d'AEP solaires fonctionnels en 2022</p> <p>2.2.3 Sept systèmes (6 villages d'environ 1.000 hab + Mansoa) en 2022</p> <p>2.2.4 Deux systèmes pour villes secondaires (entre 5.000 et 10.000 hab.) en 2022</p> <p>2.2.5 Trois systèmes</p>	Rapports projet Evaluations Etudes	Appui et engagement des Directions des Ministères de tutelle (DGRH-DGE) à respecter les cadres de gestion décentralisés des services d'eau et d'énergie

		<p>systèmes à énergie solaire, type pico-grid (puissance &lt; 50 kW)</p> <p>2.2.6 Équivalent des émissions en gaz à effet de serre évitées grâce à la production en PV (EURF21L1)</p>		<p>pour villages ruraux (environ 1000 hab.) en 2022</p> <p>2.2.6 960 t Co2/an évitées (grâce à l'ensemble des activités de réhabilitation net nouvelle construction des systèmes PV) en 2022</p>		
<b>OS2/Produit escompté 3</b>	<i>P2.3) Les conditions d'hygiène en zones rurales sont améliorées</i>	2.3.1 Taux de défécation à l'air libre, en zones rurales	2.3.1 30 % (MICS 2014)	2.3.1 25% (2022)	<p>Rapports projet</p> <p>Evaluations</p> <p>Etudes</p> <p>Enquêtes MICS</p>	<p>Engagement des ONG partenaires</p> <p>Suivi et accompagnement des villages pendant et après le projet</p> <p>Engagement des populations</p>
<b>OS2/Produit escompté 4</b>	<i>P2.4) La gouvernance du système sanitaire est renforcée en termes de leadership et des capacités de dialogue, planification, gestion et coordination sectorielle</i>	<p>2.4.1 % de centres de santé (areas de saúde) évalués semestriellement</p> <p>2.4.2 % de régions sanitaires avec des réunions de coordination trimestrielles</p> <p>2.4.3 % supervisions semestrielles du Min. Santé aux régions sanitaires planifiées / réalisées</p> <p>2.4.4 Degré de satisfaction (Bas/Moyen/Haut) parmi les parties prenantes sur les Révisions Annuelles</p>	<p>2.4.1 77% (2015)</p> <p>2.4.2 0% (2016)</p> <p>2.4.3 0% (2016)</p> <p>2.4.4 N.A. (pas de révision conjointe jusqu'à présent - 2016)</p>	<p>2.4.1 95% (2022)</p> <p>2.4.2 75% (2022)</p> <p>2.4.3 75% (2022)</p> <p>2.4.4 Haut (2018-2020)</p>	<p>Registres des régions sanitaires, rapports PIMI II</p> <p>Revue Annuelle conjointe</p> <p>Rapports du projet</p>	<p>Qualité des réunions, supervisions adéquate et avec suivi</p> <p>Les résultats/ recommandations des réunions et supervisions sont utilisés dans la planification et la gestion de la mise en œuvre</p> <p>Stabilité du personnel au sein du Min. Santé</p>

		conjointes				
<b>OS2/Produit escompté 5</b>	<i>P2.5) Les capacités de gestion de ressources humaines pour la Santé sont améliorées</i>	2.5.1 Status du Plan National de Ressources Humaines du secteur santé	2.5.1 Néant (2016)	2.5.1 Le Plan es mis à jour et validé lors de la Revue Annuelle conjointe (2018-2019)	Rapport de la Revue Annuelle conjointe	Les ressources humaines formés au niveau central participent activement dans les supervisons au niveau régional
		2.5.2 Niveau de développement des TdR pour toutes les catégories du personnel	2.5.2 Néant (2016)	2.5.2 TdR développés pour toutes catégories (2018-2019)	Rapports du projet	Pendant la révision du Plan National de Ressources Humaines, il existe des données adéquates sur la distribution du personnel ainsi que des stratégies de réduction des iniquités
		2.5.3 Nombre de régions sanitaires avec une gestion effective du Plan de Ressources Humaines (plan de carrière, suivi et évaluation des performances, satisfaction du personnel)	2.5.3 Néant (2016)	2.5.3 5 (>50% du total) en 2019	Rapports des régions sanitaires Recensement du personnel (2018-2022)	
		2.5.4 Degré d'équilibre de la distribution du personnel	2.5.4 Baseline - nombres, genre- sera établi en 2019	2.5.4 Degré de distribution équitable (cible à déterminer)	Rapport du projet	
<b>OS3/Produit escompté 1</b>	<i>P3.1) La production familiale de riz de mangrove augmente de manière durable à l'échelle du pays, et principalement dans la région de Tombali</i>	3.1.1 Superficies cultivées (ha) de riz de mangrove dans la région d'intervention.	3.1.1 39.027 ha niveau national, 7.060 dans la région de Tombali (2015)	3.1.1 45.000 ha en 2022 (10.000 ha dans la région de Tombali)	Statistiques du Ministère de l'Agriculture, de FAO	Participation effective des communautés (en particulier des jeunes) et des autorités dans les activités du projet
		3.1.2 Rendements moyens (t riz paddy/ha) dans les <i>bolanhas</i> réhabilitées vs. Traditionnelles	3.1.2 1,5 t/ha <i>bolanhas</i> traditionnelles (2015)	3.1.2 3 t/ha <i>bolanhas</i> réhabilitées (2022)	Baseline, rapports du projet et système de suivi	Des événements climatiques extraordinaires ne limitent pas la capacité productive et de mise en œuvre des activités du projet
		3.1.3 Nombre d'hectares	3.1.3 0 en 2017	3.1.3 5.000 ha (2022)		

		<p>de <i>bolanhas</i> réhabilités</p> <p>3.1.4 Nombre de riziculteurs bénéficiaires d'actions d'adaptation au CC</p> <p>3.1.5 Coûts de transport (XOF/t.km) et quantités de paddy (t) mises sur le marché dans les zones du projet</p> <p>3.1.6 Km de pistes rurales réhabilitées (EURF26L2)</p> <p>3.1.7 Superficie de mangrove reboisée (ha) (EURF24L2)</p>	<p>3.1.4 0 en 2017</p> <p>3.1.5 n.d.( déterminer en début de projet) et 35.000 t (Tombali)</p> <p>3.1.6 0 km (2017)</p> <p>3.1.7 0 (2017)</p>	<p>3.1.4 20.000 (2022)</p> <p>3.1.5 50.000 t (2022)</p> <p>3.1.6 200 km (2022)</p> <p>3.1.7 1.000 ha (2022)</p>		
<b>OS3/Produit escompté 2</b>	<i>P3.2) Le développement des filières de produits agricoles (riz, fruits, légumes et aviculture) augmente leur contribution à la résilience et aux revenus des agriculteurs familiaux</i>	<p>3.2.1 Proportion des revenus occupée par le cajou</p> <p>3.2.2 Nombre d'activités agricoles (y c. élevage) moyen des ménages cibles qui apportent des revenus monétaires</p>	<p>3.2.1 A préciser avec l'étude de <i>baseline</i></p> <p>3.2.2 2 (2017) - A préciser avec l'étude de <i>baseline</i></p>	<p>3.2.1 &lt;50% (2022)</p> <p>3.2.2 3 activités incluant 1 activité non-agricole (2022)</p>	<p>Statistiques du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, de FAO etc.</p> <p>Rapports du projet et système de suivi</p>	<p>Les conditions de marchés n'empirent pas (?) pour la commercialisation des produits des producteurs familiaux</p> <p>Les acteurs du secteur privé participent aux activités du projet et établissent des partenariats avec les producteurs familiaux et leurs organisations</p> <p>Les événements climatiques extraordinaires ne limitent pas la capacité productive et la mise en œuvre des activités du projet</p>
<b>OS3/Produit escompté 3</b>	<i>P3.3) La sécurité alimentaire et nutritionnelle des</i>	3.3.1 Nombre d'écoles et d'élèves engagés dans	3.3.1 0 (2017)	3.3.1 30 écoles et 3000 élèves (2022)	SISAN Rapports et	Participation active d'écoles, étudiants et parents dans les activités du projet (éducation



	<p><i>ménages touchés par le programme s'améliorent de manière durable</i></p>	<p>les activités du projet</p> <p>3.3.2 Qualité (variété, équilibre) de la diète alimentaire des familles ciblées</p> <p>3.3.3 Durée de la période de soudure (lean period)</p>	<p>3.3.2 HDDS/IDDS A préciser avec l'étude de <i>baseline</i> + <i>SISAN</i></p> <p>3.3.3 A préciser avec l'étude de <i>baseline</i> + <i>SISAN</i></p>	<p>3.3.2 HDDS/IDDS A préciser avec l'étude de <i>baseline</i></p> <p>3.3.3 A préciser avec l'étude de <i>baseline</i></p>	<p>statistiques du Ministère de l'Éducation et Directions Régionales d'Éducation.</p> <p>Rapports et statistiques du Ministère de Santé - MICS</p> <p>Rapports des partenaires de développement (PAM).</p> <p>Système de suivi et rapports du projet</p>	<p>nutritionnelle, jardin potagers, ...)</p> <p>Ouverture à l'introduction d'aliments diversifiés et à haute valeur nutritive dans la diète alimentaire</p> <p>Maintien des programmes publics et des partenaires de développement pour l'alimentation scolaire et définition des stratégies pour l'acquisition de produits de l'agriculture familiale locale</p>
--	--	---	---	---	--	---